ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1336 - 11 février 1994 - prix : 9 F

AFP

BOSNIE :

LA BARBARIE DES GRANDES PUISSANCES VA-T-ELLE S'AJOUTER A LA BARBARIE NATIONALISTE ?

AFP

M6189 - 1336 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LA BARBARIE DES GRANDES PUISSANCES VA-T-ELLE S'AJOUTER À LA BARBARIE NATIONALISTE ?

Il est difficile de savoir, dans les discussions entre grandes puissances à propos de la Bosnie, ce qui va en sortir. Vont-elles se décider à lancer un ultimatum à la Serbie ? Et si elles le font, celui-ci sera-t-il mis en application à l'échéance prévue ? De leur côté, les Serbes qui, aux dernières nouvelles, auraient accepté un cessez-le-feu et se seraient engagés à reculer leurs positions autour de Sarajevo, respecteront-ils leurs engagements ? Et si oui, jusqu'à quand ?

Toute cette agitation dans les sommets fait suite aux images épouvantables du marché de Markale, à Sarajevo. Mais jusqu'ici, les hommes politiques, s'ils parlent tous de la nécessité d'intervenir en Bosnie, invoquent pour se justifier les hésitations... du voisin.

Beaucoup, ici en France, dans la population, se demandent si l'on ne pourrait pas faire quelque chose pour arrêter ce massacre, y compris, puisque les grands pays occidentaux sont militairement les plus forts, pourquoi ne pas empêcher les auteurs de ces massacres d'agir voire les "punir" par les armes.

Ceux qui, abusés par les déclarations de certains politiciens ou de quelques militaires, croiraient que quelques bombardements de haut et de loin suffiraient à résoudre le problème, ne pensent pas que cela ne ferait qu'ajouter l'horreur à l'horreur, qu'ajouter un peu plus de victimes civiles aux victimes civiles actuelles, car nous savons bien combien les bombardements sont aveugles même quand on les dissimule hypocritement sous le nom de "frappes aériennes".

La tragédie de Bosnie est l'héritage d'une politique délibérée de grandes puissances qui se sont empressées de reconnaître les fractions politiques réactionnaires qui se sont proclamées républiques autonomes, avec ou sans l'accord de leurs populations.

Ces grandes puissances ont même franchement poussé à la décomposition de l'ancienne Yougoslavie en patronnant la création d'un Etat en Bosnie-Herzégovine sans demander l'avis des "Musulmans" – que l'on appelle ainsi bien qu'ils soient loin d'être tous de cette religion – qui avaient la majorité relative dans la République, mais qui préféraient peut-être la Yougoslavie. Sans demander l'avis non plus des Serbes ni celui des Croates qui y constituaient des minorités importantes. Voilà la situation qui a permis à des cliques réactionnaires rivales serbes, croates et "musulmanes" d'occuper les devants de la scène et de prétendre parler au nom de leurs peuples, faisant en sorte que ces peuples se dressent les uns contre les autres.

Au niveau de la population, l'hostilité n'existait pourtant pas et les trois peuples vivaient en commun sur les mêmes territoires. Les villages de Serbes, de Croates ou de "Musulmans" étaient voisins et les familles étaient multi-ethniques.

Aujourd'hui même, à Sarajevo encerclée par les Serbes, des Serbes et des Croates subissent les bombardements au même titre que les "Musulmans". Ce ne sont pas les peuples qui sont ennemis entre eux, ce sont les dirigeants qui sont les ennemis de tous. Les peuples n'en sont même pas encore complètement à se haïr, malgré le fossé de sang que ceux qui ont saisi le pouvoir ont creusé entre eux. Et pourtant quel fossé !

Les grandes puissances ne sont pas tellement pressées d'intervenir parce que le problème du pouvoir se poserait vite. Faudrait-il conserver les actuels dirigeants, ces assassins et ces meurtriers, car ils le sont tous au même titre ? Ou alors les remplacer ? Mais comment ? Et surtout par qui ?

Et les grandes puissances craignent beaucoup plus la démocratie au sens propre, c'est-à-dire le pouvoir du peuple, que les dictatures aptes à maintenir l'ordre.

Une intervention militaire des grandes puissances ne changerait malheureusement pas grand-chose au sort de la population.

Dans le meilleur des cas, cela donnerait l'Irak, des armées d'intervention victorieuses mais un dictateur toujours en place et un peuple toujours horriblement malheureux, sans compter sa fraction la plus opprimée, les Kurdes (opprimés aussi par la Turquie, amie de l'Occident).

Dans le pire des cas, cela donnerait la Somalie, des massacres de populations civiles par les Occidentaux, la continuation de la guerre et des exactions, et la retraite honteuse des soldats des pays riches.

Il n'y a pas beaucoup d'espoir pour le malheureux peuple de Bosnie-Herzégovine, auquel il est arrivé le pire de ce qui peut arriver à un peuple : tomber sous la coupe de dirigeants nationalistes et chauvins.

LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES DANS LA GUERRE ?

■ Après le massacre du marché Markale à Sarajevo, les pays occidentaux menacent une fois encore les Serbes de bombardements, pudiquement appelés "frappes aériennes". Ce n'est certes pas la première fois que la France, la Grande-Bretagne, voire même du bout des lèvres les Etats-Unis profèrent de tels avertissements. Peut-être pas la dernière non plus... Car, ni les impérialistes d'Europe, ni celui d'outre-Atlantique n'ont mis leurs précédentes menaces à exécution.

Encore aujourd'hui, derrière une vague condamnation commune, les positions des uns et des autres restent sur bien des points différentes. Ainsi, à Bruxelles, en dépit du soutien de la Belgique et de l'Allemagne, le représentant de la France n'a pas réussi à imposer son idée d'ultimatum. Il a eu cet aveu : *"L'Union n'a pas lancé d'ultimatum car il faut avoir les moyens armés pour le faire"*. On était loin des déclarations va-t-en guerre.

Et puis, quand il s'agit de problèmes militaires, il faut aussi écouter les militaires eux-mêmes. Dans une interview à *l'Express*, le général Briquemont, ancien chef de la Forpronu en Bosnie a eu ces mots : *"Toutes ces gesticulations autour des frappes aériennes ne riment à rien. Ce concept, comme une solution miracle, est un héritage de la guerre du Golfe. Mais il est complètement inadapté au conflit bosniaque."* Ce général n'est pas le seul de cet avis ; le chef d'état-major des armées françaises ne dit pas autre chose.

Cela étant, l'aggravation de la situation en Bosnie pose un réel problème aux dirigeants impérialistes. Les affrontements dans l'ex-Yougoslavie peuvent toujours avoir des prolongements ailleurs, tant les peuples de cette région du monde sont mélangés. Il suffirait que des dirigeants nationalistes en Roumanie, en Hongrie, en Bulgarie, en Grèce, etc., en rajoutent un peu plus dans l'irrédentisme et le chauvinisme pour risquer de voir s'étendre des conflits limités pour l'heure à la seule ex-Yougoslavie. Mais de là à décider les Occidentaux à intervenir, avec toutes les difficultés et tous les risques qu'une telle intervention comporte, il y a un pas qu'ils n'ont pas encore franchi.

D'ailleurs, depuis le début du conflit, leurs positions ont souvent changé, s'adaptant surtout aux rapports de force tels qu'ils se dessinaient sur le terrain. Lorsque la guerre a éclaté, en juin 1991, la plupart des dirigeants impérialistes, et surtout ceux des Etats-Unis, ont fait savoir qu'ils souhaitaient le maintien de la fédération yougoslave. Le gouvernement américain se disait hostile à toute reconnaissance *"précipitée et sélective"* des républiques sécessionnistes, montrant par là qu'il souhaitait avant tout l'ordre.

Les Européens, eux, eurent des attitudes divergentes lorsque la Yougoslavie commença à se fissurer. L'Allemagne soutint les indépendances de la Slovénie et de la Croatie, au nom du passé et aussi des liens économiques tissés, y compris sous Tito, entre les couches dirigeantes de ces régions et celles d'Autriche et d'Allemagne.

La France penchait plutôt pour la Serbie, encore à cause du passé, paraît-il. La Serbie n'avait-elle pas combattu aux côtés de la France durant la Première Guerre mondiale ? Le roi Pierre Ier de Serbie ne sortait-il pas d'une école militaire française, Saint-Cyr ? Mitterrand n'oubliait pas non plus que l'ancienne Serbie avait été largement ouverte aux capitaux français.

Indépendamment donc de ce qu'espérait la principale puissance impérialiste, les Etats-Unis, la Yougoslavie se démembra sous les assauts des nationalismes concurrents. Bon gré mal gré, les Etats-Unis, l'ONU, la Communauté européenne reconnurent l'indépendance de la Slovénie, de la Croatie, puis celle de la Bosnie-Herzégovine. Les dirigeants occidentaux, en donnant leur aval à la logique des cliques nationalistes en train de dépecer l'Etat yougoslave, allaient mettre de l'huile sur le feu. Ce sont ces puissances occidentales qui, finalement, donnaient là un cadre à la boucherie actuelle, ayant favorisé, puis créé une situation où celle-ci devenait inévitable.

En Bosnie-Herzégovine où presque toutes les nationalités sont représentées, la situation dégénéra rapidement, les nationalistes serbes et croates entendant accaparer un maximum de territoires aux dépens des Musulmans. Après que les instances internationales eurent en principe reconnu l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, elles acceptèrent finalement de rediscuter de ses frontières. Divers projets virent le jour en arrivant aujourd'hui à l'acceptation d'un partage territorial.

Alors, les impérialistes peuvent-ils faire le choix d'intervenir militairement et directement dans la région ? Certes ils le peuvent. S'ils faisaient ce choix, ce serait bien sûr pour stabiliser la situation mais aussi pour trouver sur place des relais à leur politique et à leurs intérêts. C'est pourquoi toute intervention occidentale viserait forcément à consolider les cliques nationalistes qui s'affrontent, ou certaines d'entre elles. En cela une telle intervention non seulement ne résoudrait rien mais elle s'effectuerait contre les peuples, en renforçant leurs pires adversaires locaux.

G. L

Artillerie serbe en Krajina. C'est ce genre de batterie que les Occidentaux envisagent de détruire.

AFP

Le Démembrement de la Yougoslavie ŒUVRE DES CLASSES DIRIGEANTES

L'ex-Yougoslavie est aujourd'hui démembrée par les cliques nationalistes rivales. Les seules perspectives discutées sont celles du partage des territoires, des frontières à imposer à des populations qui, il n'y a pas si longtemps, vivaient encore en bonne intelligence. Les forces nationalistes réactionnaires qui s'affrontent actuellement se hissèrent sur le devant de la scène à la fin des années quatre-vingt.

Les nationalistes à l'œuvre

A cette époque, les couches dirigeantes des deux républiques les plus prospères, la Slovénie et la Croatie, voulurent garder leurs richesses pour elles sans ne plus en rétrocéder une partie au pouvoir central. La Serbie, quant à elle, sans disposer des mêmes atouts économiques, contrôlait les sommets de l'appareil fédéral dont ceux de l'armée. Les Serbes étaient présents, constituant des minorités importantes, dans d'autres républiques. Outre les 4 800 000 Serbes vivant en Serbie même, il y avait près de quatre autres millions de Serbes répartis en Croatie, en Bosnie, en Macédoine, au Kossovo...

Les dirigeants de la Serbie étaient évidemment pour le maintien du "statu quo". Mais, quand la fédération se fissura puis éclata, ils s'efforcèrent de garder le maximum de territoires sous leur contrôle en s'appuyant sur les fortes minorités serbes des autres républiques.

L'ascension des Milosevic, Tudjman et autres

Milosevic, le dirigeant serbe, est un ancien apparatchik titiste qui fit carrière dans la banque. Il ne s'est pas hissé au sommet porté par une vague nationaliste : il s'y trouvait. Et de cette position, il se lança dans une politique démagogique axée sur deux thèmes : *"A bas la nomenklatura"*, ce qui était cocasse de la part d'un bureaucrate, et une dénonciation d'un prétendu "génocide des Serbes", au Kossovo une province rattachée à la Serbie mais à majorité albanaise.

Bien évidemment, aux ambitions des nationalistes serbes répondaient celles des dirigeants de la Slovénie et de la Croatie.

Début 1990, les délégués slovènes au Congrès de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, prenant prétexte de la répression anti-albanaise dans le Kossovo, quittèrent le Congrès, suivis par les délégués croates. Ce fut le début d'une escalade qui, d'élections en référendum et en campagnes nationalistes, allait aboutir à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie.

En Croatie, le principal représentant du courant nationaliste fut Franjo Tudjman, un ancien général de Tito tombé en disgrâce à la fin des années soixante. Son slogan *"la Croatie est l'Etat des Croates"* et non pas celui de ceux qui y vivent, définissait la teneur de ses projets. Des centaines de milliers de Yougoslaves d'origine serbe, hongroise, bosniaque-musulmane, etc., vivant, parfois depuis des siècles, dans cette région se voyaient ainsi reléguer au rang de citoyens de seconde zone d'une "Croatie croate".

L'impasse sanglante du nationalisme

L'indépendance de la Slovénie et de la Croatie fut proclamée en juin 1991. Quelques mois plus tard la Krajina, une région de Croatie peuplée de nombreux Serbes, faisait sécession. En Slovénie, où il n'y a pratiquement pas de Serbes, il y eut peu d'affrontements. Trois semaines après la proclamation de l'indépendance, l'armée fédérale retira ses troupes. En revanche, en Croatie, la guerre prit un tour dramatique. Dans la Krajina les armées de Belgrade et de Zagreb s'affrontèrent. Même chose dans la Slavonie croate peuplée surtout de Serbes. Des groupes paramilitaires, des petits chefs de guerre, locaux ou venus d'ailleurs, firent régner leur terreur sur les populations.

Avec la dislocation de la fédération, les dirigeants de la Bosnie-Herzégovine se votèrent l'indépendance au printemps 1992. Les nationalistes serbes firent sécession et proclamèrent une "République autonome des Serbes de Bosnie", dirigée par un psychiatre du nom de Karadzic, tandis que les nationalistes croates, un temps soutenant le gouvernement bosniaque-musulman contre les Serbes, allaient eux aussi constituer leur "république".

Pourtant, quelques semaines avant, une partie de la population de Sarajevo manifestait encore son désir de cohabiter. Mais là aussi les groupes paramilitaires ont su y faire pour terroriser les populations, acculer certaines à fuir, d'autres à se terrer. Et même en rackettant y compris les ressortissants du groupe national qu'ils prétendaient protéger, et en enrôlant de force des jeunes dans leurs troupes quand les volontaires ne suffisaient plus. Et cela, dans tous les camps.

Voilà où les rivalités et les démagogies nationalistes ont mené l'ex-Yougoslavie. Dans une situation qui apparaît aujourd'hui inextricable et sans espoir.

Georges LATTIER

Travailleurs de la mer

VIVE LA LUTTE DES MARINS-PÊCHEURS

Dialogue tendu lors d'une manifestation devant la mairie de Quimper

Une nouvelle fois, Balladur a dû reculer. Hier, c'était devant les grévistes d'Air-France, puis devant la manifestation des défenseurs de l'école publique. Cette fois c'est devant la colère des pêcheurs. Bien sûr, il essaye de retourner la situation à son avantage, s'efforçant de donner de son personnage et de sa politique l'image raisonnable de celui qui sait écouter et dialoguer, expliquant même doctement, contre toute évidence, que la violence ne pouvait mener à rien.

Pourtant les affrontements récents sont la démonstration que ce gouvernement ne "dialogue" que lorsqu'il y est contraint. Certes, Balladur n'a cédé de l'argent que pour gagner du temps. Nombre de pêcheurs en ont conscience. Certes encore, ce qu'a cédé le gouvernement, outre que cela ne répond pas à toutes les revendications mises en avant par les pêcheurs en lutte, n'améliore que bien peu le sort des moins favorisés parmi les pêcheurs, les marins salariés et les matelots rémunérés à la part, et bien plus les nantis de la corporation, prise au sens large sous le vocable de la "filière pêche". Mot qui recouvre, contrairement à ce que l'on veut faire croire, des intérêts différents, pour ne pas dire contradictoires. Ce sont d'ailleurs les plus favorisés qui poussent le plus à mettre fin au mouvement.

Reste que la lutte des marins a montré qu'il était possible de se faire entendre. Elle a fait que ce qu'on nous disait irréaliste, "vu la situation, vu les contraintes de marché", et autre bla-bla qu'on sert aussi aux travailleurs pour justifier les licenciements et le blocage des salaires, devenait tout d'un coup réalisable du jour au lendemain.

Cela n'est pas suffisant pour contraindre le gouvernement à modifier sa politique. Pour l'instant, il peut, au coup par coup, désamorcer des situations lorsqu'elles deviennent explosives. Mais c'est justement parce qu'elles se produisent au coup par coup.

Mais ce que les marins ont réussi à quelques milliers donne l'idée de ce que pourrait imposer une action d'ensemble, une action déterminée de la classe ouvrière qui regroupe, elle, des millions d'hommes et de femmes.

Jean-Pierre VIAL

UN PREMIER RECUL IMPOSÉ AU GOUVERNEMENT

Même si les marins-pêcheurs ont décidé de reprendre la mer, beaucoup ont exprimé leur insatisfaction en ce qui concerne les quelques concessions faites par le gouvernement Balladur. Le mouvement pourrait donc bien ne pas s'arrêter là, même si les organisations syndicales de la "filière pêche" appellent au calme et à reprendre le travail. Car les raisons de la colère restent entières.

5 000 pêcheurs en colère s'étaient donné rendez-vous à Rennes, vendredi 4 février (voir ci-contre). Cette manifestation se soldait par quelques mesures favorables aux pêcheurs, traduisant un recul à la hâte du gouvernement devant leur détermination, même si ces mesures restent bien en-deçà des revendications exprimées par tous ceux qui étaient dans la rue ce jour-là.

AFP

Balladur s'entretenant à Rennes avec un membre de la délégation des marins-pêcheurs.

Loin du compte

Les manifestations à peine terminées, Jean Puech, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, annonçait un "plan d'urgence". Celui-ci prévoit tout d'abord une réduction (avec effet rétroactif) de moitié des cotisations sociales payées par les marins-pêcheurs pour une durée de cinq mois (du 1er janvier 1994 au 1er juin prochain). Il s'agit là de l'extension partielle d'une mesure qui existait déjà pour les patrons de la pêche artisanale et pour les armateurs. C'est d'ailleurs pour ces derniers qu'elle est la plus intéressante. La réduction leur avait été accordée en octobre 1993 et aujourd'hui, par la voix du président du Comité des armateurs de France (ni petits, ni pauvres...), ils n'oublient pas de réclamer, pour eux : *"Le pavillon français a obtenu, en 1993, 50% d'allègement, il faut l'autre moitié en 1994"*...

Par ailleurs, le gouvernement a promis aux marins-pêcheurs la mise en place d'une *"caisse mutuelle de garantie des salaires"*, dont les fonds seraient fournis en partie par l'Etat et en partie par les armateurs. Promesse dont on peut alors se demander si elle verra le jour, les gros armateurs de bateaux de pêche étant réticents à prendre un tant soit peu sur leurs profits pour améliorer le sort des marins.

Une subvention de dix millions de francs est allouée pour être répartie par les préfets entre les familles le plus en difficulté ; 50 autres millions (avec possibilité de dépassement si la somme est insuffisante) doivent être remis aux organisations de pêcheurs pour soutenir les prix de vente des poissons. A part cela, le gouvernement met à l'étude des projets de modernisation du système de criée... et se tourne vers la Commission de Bruxelles pour le reste... On gagne du temps... comme on peut.

La limitation des importations ne résoud rien

Les autorités européennes de Bruxelles ont, elles aussi, décidé quelques mesures dites d'urgence, très limitées dans le temps, puisqu'applicables jusqu'au 15 mars prochain, et dans leur contenu. En particulier, elle a décidé des prix minima imposés aux frontières de la Communauté européenne pour sept espèces de poissons ce qui – de l'avis de tous ceux concernés – ne devrait rien changer à la rémunération des pêcheurs. Plus encore qu'un contrôle renforcé des importations en provenance des pays tiers, les marins-pêcheurs revendiquent des *"prix garantis à la production"* qui leur permettraient de vivre correctement de leur travail. L'anarchie du marché capitaliste crée une situation dont ni les gros mareyeurs, ni les industriels intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs, ni les grandes surfaces qui achètent directement là où c'est le plus profitable, ne sont victimes. Ce sont les pêcheurs, les travailleurs de la mer qui en souffrent.

Face à cela, les mesures protectionnistes ne peuvent apporter de solution durable aux marins-pêcheurs. Une fois revenus au port avec un chargement aussi important, d'aussi belle qualité soit-il, ils tombent sous la loi de l'offre et de la demande d'un marché où ni les producteurs, ni les consommateurs ne décident. Les mareyeurs, les gros commerçants, les intermédiaires de toutes sortes et, en dernier ressort, les financiers, technocrates et autres fonctionnaires de Bruxelles ou de Strasbourg, interviennent, décident de quotas, fixent des prix maxima, minima, agissent avec la bénédiction du gouvernement. Non pour satisfaire les besoins des travailleurs, qu'ils soient producteurs ou consommateurs, mais pour faire de la pêche une affaire rentable, profitable à une poignée de capitalistes, européens ou autres.

Contre ceux-là, pour les travailleurs de la mer comme pour tous les travailleurs, le combat reste à mener.

Lucienne PLAIN

À Rennes
UNE CHAUDE JOURNÉE

AFP

Marin-pêcheur de force dix...

Pour permettre à Balladur de rencontrer les notables régionaux afin de bavarder de la Bretagne de l'an 2015, il a fallu que Pasqua organise une forteresse de CRS et de gardes mobiles autour des bâtiments où était organisée la réception.

Un ministre aussi "populaire" que Balladur se déplaçant, il lui a fallu un déploiement de forces de l'ordre qui donnait l'impression d'une occupation militaire. Dans le quartier concerné, les écoles furent fermées et toute la circulation, même piétonnière, interdite.

Le mur a tenu ; Balladur a pu deviser en paix – relative il est vrai – avec les notables mais la ville de Rennes a été pendant ce temps le théâtre d'une mobilisation puissante. Des milliers de pêcheurs s'étaient donné rendez-vous pour exiger du gouvernement les moyens de leur survie. Très combatifs, ils furent, toute la journée, soutenus par beaucoup de travailleurs, de chômeurs, de lycéens et d'étudiants venus grossir la troupe des manifestants.

Les discussions allaient bon train sous les tirs nourris des grenades lancées par les CRS soucieux de maintenir une distance respectable entre eux et la population autour de la "cité interdite".

Malgré les fumées, malgré les pleurs provoqués par les grenades lacrymogènes et les blessures, le regroupement dura jusqu'à la fin de l'après-midi. On parlait des conditions de vie, des difficultés des uns et des autres. Les cris de ralliement les plus repris étaient *"Balladur-ordure", "CRS-SS"*. Ici ou là, on évoquait les manifestations et les grèves de Mai 1968, avec l'idée qu'il faudrait remettre ça aujourd'hui. Les plus jeunes découvraient les tirs de grenades.

La manifestation des pêcheurs a été une occasion pour beaucoup, à Rennes, d'afficher leur colère. Et il n'était pas bon, dans cette ambiance, de protester contre les manifestants. Un quidam, à l'allure bien bourgeoise, assez téméraire pour se moquer des "escarmouches" et proposer aux marins-pêcheurs d'aller se battre en Bosnie, dut se retirer précipitamment, tenant sa toque de fourrure à la main face aux réactions unanimes.

Pour tous, autour de lui, les "casseurs", c'étaient le gouvernement et les CRS, pas les manifestants. D'ailleurs, alors que ceux-ci faisaient face aux charges des CRS, les gérants des magasins bavardaient avec les journalistes et les cafetiers ne refusaient pas la clientèle.

Et quand la nouvelle de l'incendie du Parlement de Bretagne fut connue dans les entreprises, ce n'était pas aux pêcheurs mais à Balladur qu'il était reproché d'être venu !

Correspondant LO

De l'ouvrier de la mer au capitaliste
PAS LE MÊME COMBAT

Parmi les milliers de pêcheurs descendus dans les rues de Rennes, tous ne se heurtent pas exactement aux mêmes difficultés. Entre le matelot et l'armateur des gros bateaux de pêche, il y a même un monde, une frontière de classe.

La profession compte près de 24 000 marins-pêcheurs actifs (dont la moitié en Bretagne). Certains matelots travaillent sur des bateaux industriels qui pratiquent la "pêche fraîche", la "grande pêche", la pêche du thon. Ils relèvent alors d'une convention collective et ont un salaire minimum garanti. Ce minimum garanti n'est qu'un minimum, tout à fait insuffisant, mais il est garanti. En revanche, les marins de la pêche artisanale (pêcheurs hauturiers partant pour une quinzaine de jours, ou pêcheurs côtiers, pêchant à la journée, sur des bateaux plus petits) n'ont ni SMIC, ni Assedic, et sont le plus souvent payés "à la part", selon un système qui lie étroitement le prix auquel le pêcheur peut vendre son poisson et sa paie.

Le journal *Ouest France* du 8 février dernier expliquait la répartition du produit d'une vente à la criée de la pêche d'un bateau artisan lorientais, comptant 5 hommes à bord dont le patron-pêcheur. De retour après une "marée" d'une dizaine de jours, la recette était de 80 000 F dont il fallait déduire les frais de gasoil, taxes portuaires, charges sociales, congés payés, vivres. Restaient alors 55 000 F répartis en deux parts, l'une pour l'armement, l'autre pour l'équipage. La part de l'armement sert à rembourser les emprunts du bateau, à payer les assurances, l'entretien, l'achat du matériel de pêche. Dans le cas cité par le quotidien, cette part se montait à 28 800 F. Pour l'équipage, restaient alors à se partager 26 400 F. Le patron-pêcheur touchait 1,5 part soit 6 886 F, le mécanicien 5 738 F et chaque matelot 4 591 F. Cela dans les conditions d'une "bonne" pêche, "bien" vendue...

Les différences de conditions de travail et de rémunération expliquent les revendications des uns et des autres. Ainsi, les équipages des chalutiers de la pêche industrielle à Boulogne revendiquent *"des prix rentables pour le poisson"* mais aussi *"un salaire décent garanti pour tous les marins et le gel des mesures tendant à la diminution des effectifs à bord"*. Les marins-pêcheurs artisans bretons réclament, eux, l'abaissement des charges ainsi que des mesures qui leur assureraient *"un minimum de couverture"* du type d'un *"salaire minimum garanti"*. Les patrons-pêcheurs ajoutent parfois à ces revendications celle de la *"création d'un fonds de garantie permettant de préserver les biens propres des patrons armateurs"*.

Les mareyeurs, qui se sont déclarés solidaires des marins-pêcheurs dans les événements, réclament quant à eux la création d'un fonds de garantie pour les achats en criée, des prêts conventionnés, une indemnisation des pertes d'exploitation, un soutien de l'Etat à la trésorerie des entreprises, des *"prix de rentabilité"* pour les différentes espèces de poisson. Un contrôle des importations enfin, de façon à ce qu'elles ne puissent pas être commercialisées en-dessous de ces *"prix de rentabilité"*.

Quant aux armateurs dont la flotte ne concerne plus seulement la pêche mais aussi, voire surtout, le transport maritime de produits pétroliers ou autres, de marchandises en conteneurs ou pas, etc., ils profitent de l'occasion de ce mouvement de colère des pêcheurs pour rappeler au gouvernement qu'ils demandent l'exonération complète des charges sociales ainsi que des mesures financières et fiscales susceptibles d'assurer la rentabilité de leurs investissements.

L.P.

Après la tempête sur le Marché aux poissons de Rungis durant la nuit du 2 au 3 février.

AFP

Le poisson peu payé aux pêcheurs cher payé par le consommateur

Tout comme il y a un an, l'explosion de colère des marins-pêcheurs a suivi l'effondrement des cours de certaines espèces de poissons. Les travailleurs de la mer ne peuvent plus vivre de leur pêche et pourtant sur les étals des poissonniers et dans les grandes surfaces, les prix restent inchangés quand ils ne sont pas en hausse.

Pour expliquer cet effondrement des cours, les économistes prétextent parfois une baisse de la consommation en France. Les organisations professionnelles de pêcheurs et mareyeurs ajoutent que les produits d'importation sont responsables tant il est vrai qu'il apparaît toujours tellement plus facile de désigner un bouc émissaire, étranger de préférence, pour faire oublier les vrais responsables. Car le "marché" n'est quand même pas quelque chose d'abstrait. Et quand on sait la différence de prix entre ce que touche le pêcheur breton, boulonnais... ou chinois et ce que paie le consommateur, il est évident que bien des intervenants capitalistes, sur ce marché justement, se servent, grassement, au passage. Un seul exemple : à Boulogne, en 1988, le prix moyen du poisson, toutes espèces confondues, était de 8,60 F le kilo. En 1993, il était à 7,37 F et en janvier 1994 il n'était plus que de 6,60 F.

Comparez avec ce que vous payez chez le poissonnier !

"Assises de la transformation sociale"

ALCHIMIE ÉLECTORALE

Ce sont les locaux de la Maison de la Chimie de Paris que la gauche avait choisis, samedi 5 et dimanche 6 février, pour concocter les nouvelles formules qui devraient permettre de donner à ses politiciens déconsidérés un bain de jouvence, et rendre amnésiques ses électeurs déçus.

AFP

Conversation entre Fiterman (à gauche), Herzog et Juquin. Comme on se retrouve !

Tout le petit monde de la gauche française était là, ou presque, pour cette première séance des "Assises de la transformation sociale", autour du Parti Socialiste, organisateur des Assises, et de son nouveau patron, Rocard, dont il s'agit d'assurer l'élection aux prochaines présidentielles. D'un côté, Michel Durafour et Lionel Stoléru représentaient le flan droit de cette palette. De l'autre, André Lajoinie y assurait la présence du Parti Communiste rêvant d'une nouvelle alliance avec les socialistes, si tant est que ceux-ci veuillent bien de lui, dans un autre rôle que celui de pourvoyeur de voix. Entre les deux, tout l'éventail : la verte Dominique Voynet ; l'ancien leader de SOS-racisme devenu écologiste, Harlem Désir ; l'ancien vert-et-rouge Pierre Juquin devenu seulement vert ; les ex-ministres communistes de Mauroy, Fiterman et Ralite, un pied dans le PC un pied dehors ; et l'ex-tête de liste du PCF aux élections européennes d'il y a cinq ans, Philippe Herzog, dont on ne sait pas pour qui il roule, mais en tout cas plus pour son propre compte que pour celui du PC dont il est encore membre du Bureau national...

Seuls Chevènement et Lalonde avaient boudé la fête, se mettant probablement en réserve pour une union différente, dans sa forme, en espérant que cette version-là capote.

Comme pour prouver que les leaders de la gauche ont dû tous passer par l'école des jésuites, les participants ont commencé avec quelques "mea culpa" : *"Nous avons reconnu que nous portions une part de responsabilité dans les déceptions engendrées"*, a déclaré Lajoinie au nom du PCF ; *"Les socialistes sont plus responsables que les autres"*, a concédé le trésorier du PS, Moscovici. Dominique Voynet jouait, elle, l'immaculée en dénonçant, chez ceux avec qui elle ne répugnerait pas à devenir un jour ministre, *"les pratiques du gang des R25"*. Ils ont fini en applaudissant les promesses électorales du gourou de la cérémonie, Rocard, de *"prendre un pari sur l'imagination..."* et d' *"offrir à tout jeune sans exception un vrai emploi ou une vraie formation"* (et à lui-même un logement à l'Elysée). Bref, ils ont promis de recommencer comme en 1981, avec ceux présents dans ces Assises ou avec d'autres, car le bouillonnement actuel ne préjuge pas du plat qui pourrait sortir de cette cuisine. Et d'ici les présidentielles il peut y avoir d'autres "compositions" ou "re-compositions".

Ces Assises, dont une deuxième représentation devrait se jouer au mois d'avril à Rennes, doivent continuer : elles sont prétextes à petites phrases reprises dans la presse et gros plans à la télévision qui vont meubler pendant deux ans, jusqu'aux présidentielles de 1995, l'actualité pré-électorale.

Mais dans le fond les hommes politiques de gauche comptent plus sur la droite et sur l'impopularité de la politique du gouvernement actuel que sur eux-mêmes pour retrouver aux prochaines élections les électeurs perdus aux dernières. De ce point de vue là, plutôt que Jack Lang ou Rocard battant campagne, c'est probablement Balladur qui a le plus contribué au succès du Parti Socialiste, qui a gagné un siège de député à Paris et fait élire avec 60% des voix le remplaçant de Jack Lang à Blois, lors des élections partielles de dimanche 6 février (provoquées par l'invalidation des députés pour infraction à la loi sur le financement des campagnes électorales) ; un succès qui a été tout de suite présenté comme une *"remontée de la gauche"* préfigurant une nouvelle "alternance", mais qu'il faut interpréter avec plus de prudence, car il ne s'agit que d'élections partielles, avec un taux d'abstention considérable.

Mais les travailleurs n'ont pas forcément la mémoire aussi courte que ces messieurs le voudraient. Le passé de la gauche au pouvoir, trahissant toutes ses promesses électorales (et elles étaient pourtant déjà bien maigres !), faisant sans vergogne la politique des patrons (blocage des salaires, augmentations des cotisations sociales, licenciements...), est encore frais. Les travailleurs d'Air France à l'automne dernier, les marins-pêcheurs aujourd'hui montrent qu'il y a une bien plus sûre façon de se faire entendre que d'attendre patiemment le jour des élections où, chacun dans son isoloir, on jouerait seulement à alterner ceux des politiciens chargés pour cinq ou sept ans de nous plumer au profit des patrons.

Olivier BELIN

Élections européennes

Lettre de Lutte Ouvrière à la Ligue Communiste Révolutionnaire

Nous avions adressé une lettre à la LCR, le 13 décembre dernier, pour lui proposer de constituer une liste commune de nos deux organisations aux élections européennes de juin prochain. Nous avions publié cette lettre dans le numéro de *LO* du 7 janvier. La LCR nous a répondu le 23 janvier (nous avons publié cette réponse en même temps que nous avons republié notre première lettre dans le numéro de *LO* du 23 janvier). Voici la réponse que nous avons adressée à la direction de la LCR.

Paris, le 7 février 1994
Au CC de la LCR

Chers camarades,

Nous accusons réception de votre réponse du 23 janvier 1994 à notre lettre, du 13 décembre 1993, vous proposant de présenter une liste commune LCR-LO aux élections européennes.

Votre réponse semble rejeter cette proposition.

En effet, vous nous proposez de poursuivre avec vous un regroupement de différents courants politiques mal définis, politique avec laquelle nous sommes en désaccord. Indépendamment des bases politiques de votre projet, nous ne voyons pas non plus quels *"forces, courants et militants"* vous pourriez réellement rassembler. Nous ne voyons pas que votre projet soit en voie de se réaliser à moins que vous comptiez vous associer à Ànicet Le Pors et Chevènement et, même dans ce dernier cas, encore faudrait-il qu'ils acceptent votre participation.

Même si un accord de nos deux organisations sur le *"type d'axes"* que vous proposez n'était pas exclu, nous ne voyons pas non plus comment ces axes pourraient se transformer en *"levier"* pour *"aider aux décantations"* que vous appelez de vos vœux.

De toute façon, pour notre part, nous avouons toujours ne pas distinguer ce que pouvait être un *"non de gauche au traité de Maastricht"* par rapport à un "non de droite".

Entre autres, nous ne savons pas ce que peut signifier, pour des révolutionnaires, *"une Europe démocratique et citoyenne"*.

Revendiquer le droit de vote pour tous est une chose. Parler aux travailleurs, immigrés ou pas, de *"citoyenneté"* c'est être plus près de la *Marseillaise* que de l'*Internationale* .

Nous admettons qu'un axe électoral ne contienne pas tout le programme révolutionnaire, mais au moins il ne doit pas lui tourner le dos.

Vous écrivez que vous ne prisez guère *"les formules faciles et parfois démagogiques"* que nous utilisons dans nos campagnes électorales mais êtes-vous bien certains que ce n'est pas parce que vous renoncez à défendre auprès des travailleurs la conscience de classe au profit d'un "démocratisme" – pour ne pas dire social-démocratisme – que nous hésitons à dire démagogique tellement il a peu de succès ?

Néanmoins, contrairement à ce que vous écrivez, nous n'avons aucune politique ultimatiste et nous ne vous demandons pas de changer de politique. Mais nous n'en avons pas changé non plus. Nous avions seulement cru, à vous lire, que si vous n'arriviez pas à constituer une liste sur de telles bases vous envisagiez de vous présenter seuls, et que cette décision interviendrait au mois de janvier. C'est pourquoi nous vous avions fait cette offre d'une liste commune à nos deux seules organisations.

Comme nous le disions plus haut, nous considérons donc votre lettre comme un rejet de cette proposition et nous ne voyons pas l'intérêt de discuter de ce que nous pourrions faire en commun pour défendre votre politique.

Cependant, les élections européennes n'ayant lieu qu'au mois de juin, notre proposition reste valable, bien entendu, jusqu'au délai nécessaire à l'édition du matériel électoral. Si d'ici là vous changiez d'avis sur cette question, nous serions alors prêts à vous rencontrer.

Veuillez agréer, chers camarades, notre salut fraternel.

Pour le C.E. de Lutte Ouvrière,
Jean-Pierre VIAL

Italie

À l'heure des combinaisons préélectorales

FAIRE PLUS POURRI, C'ÉTAIT POSSIBLE...

Il paraît que, du fait du changement de système électoral, à la suite aussi de la grande lessive faite dans le monde politicien par les juges de "Mani pulite" ("les mains propres") qui ont révélé les rapports de corruption existant entre le monde des affaires et celui de la politique, cette dernière en Italie devrait être plus "propre". C'est du moins ce que depuis des mois on s'ingénie à faire croire au bon peuple.

Eh bien, on commence à en avoir une idée plus précise à l'approche des élections législatives du 27 mars, les premières qui doivent avoir lieu selon le nouveau système et qui devraient sonner l'avènement de ce qui est censé être la "Seconde République" italienne, un peu comme en France la Cinquième République a succédé à la Quatrième.

"Allez l'Itallie" avec Berlusconi...

A droite, en fait d'"homme nouveau", on trouve Berlusconi, magnat de la télévision et patron du club de football Milan AC. Reconverti en politicien aux dents blanches et à l'haleine fraîche, il a présenté dimanche 6 février les candidats de son tout nouveau mouvement, "Forza Italia" ("Allez l'Italie") ; autant de bourgeois dans son genre, au cheveu gominé comme pour une soirée sur le plateau d'une de ses télévisions, prêts à poser pour une photo avec leur femme, leurs enfants et leur chien. Leur programme se résume à dire qu'il faut moins de chômage – comment, ils ne le disent pas –, moins d'impôts, le libéralisme avant tout et "prendre les armes" contre le "communisme" qui se cacherait encore derrière la moustache d'Occhetto, le secrétaire général du PDS, l'ex-Parti Communiste débaptisé, devenu le "Parti Démocratique de la Gauche"...

De Berlusconi, chacun sait en fait qu'un certain nombre d'affaires malpropres lui collent à la peau ; de son appartenance à la loge P2, lieu de bon nombre de magouilles parmi les moins reluisantes de ces vingt dernières années, à des crédits obtenus de l'Etat dans des conditions douteuses et à une affaire de pots-de-vin versés pour la construction d'un hypermarché dans la banlieue de Turin. Mais ça ne fait rien, il aura au moins ses télévisions pour dire qu'il est tout "propre".

... A la sauce Fini et Bossi

En fait le calcul de Berlusconi est de faire le pont entre les néo-fascistes du MSI de Gianfranco Fini, rebaptisé tout récemment "Alliance Nationale", et la Ligue du Nord d'Umberto Bossi : deux mouvements concurrents dans l'usage d'une démagogie à la Le Pen et qui pour cette raison ont du mal à s'entendre. Mais le nouveau système électoral, le vote majoritaire à un seul tour, impose justement de passer des ententes avant même le scrutin. Le mouvement de Berlusconi se répartirait donc les circonscriptions avec le mouvement néo-fasciste au sud et au centre de l'Italie – où celui ci est fort – et avec la Ligue du Nord là où celle-ci tient le haut du pavé, c'est-à-dire au nord comme le nom l'indique.

Il n'est pas encore dit que cet accord se fasse, mais si c'était le cas et si cette coalition gagnait, Berlusconi serait alors l'homme offrant une honorabilité politique – si l'on ose dire – aux démagogues fascisants Bossi et Fini, permettant de baser sur eux un gouvernement plus "présentable". Berlusconi, homme de télévision, s'y connaît en maquillage, et puisqu'il fallait un homme d'affaires bien en place pour passer des accords avec Fini et Bossi sans se boucher le nez, eh bien il sera celui-là.

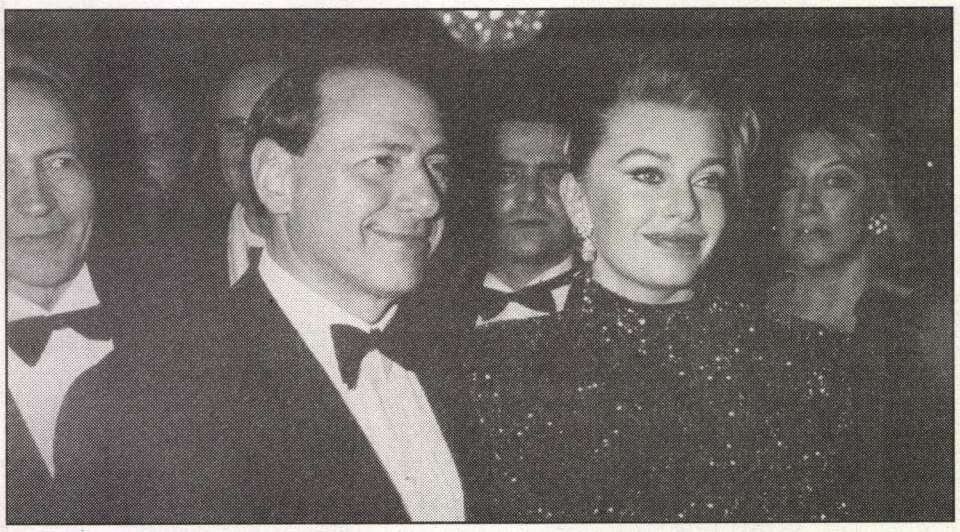
Mais la scène politique préélectorale voit fleurir d'autres accords pas vraiment plus "propres". Au centre, l'ancienne Démocratie Chrétienne, sous le coup d'innombrables enquêtes pour sa corruption et ses liens notoires avec la Mafia, tente de se donner un visage neuf sous le nom de "Parti Populaire" (PPI), revenant au nom qu'avait l'ancêtre de ce parti en 1919 lors de sa fondation par un prêtre, Don Luigi Sturzo. Refusant l'accord avec l'extrême-droite, le PPI vient de passer accord pour un "Pacte pour l'Italie" avec Mario Segni, lui-même démocrate-chrétien en rupture de ban et leader du mouvement référendaire qui prétendait, au printemps dernier, donner le coup d'envoi d'un nouveau système politique rompant avec toute la corruption du passé... Le PPI et les hommes de Segni semblent donc d'accord pour penser qu'après tout, il peut encore y avoir un avenir politique pour un mouvement de curés couvrant politiciens véreux, banquiers combinards et mafiosi, à condition qu'ils soient tous bons chrétiens.

Accord à gauche... pour ne rien changer

Reste la gauche ou plutôt ce qu'on appelle maintenant les "progressistes". Là aussi, il s'agit coûte que coûte de passer des accords avant le scrutin. C'est ce à quoi s'emploie Occhetto, dont le parti, le PDS, est mis au centre de l'opération. Un grand accord pour la répartition des circonscriptions semble maintenant assuré, couvrant un éventail allant du PC maintenu ("Rifondazione Comunista") aux Verts ou à des "Chrétiens-sociaux", ex-démocrates-chrétiens ayant choisi l'alliance à gauche – si l'on peut appeler ça ainsi. Il en résulterait que, selon les circonscriptions, un électeur du PC maintenu aurait à voter pour un "Vert", voire un ex-démocrate-chrétien, le tout au nom de l'"efficacité", c'est-à-dire de la nécessité de permettre l'élection d'une majorité de gouvernement dite "progressiste" qui, Occhetto l'a annoncé d'avance, continuerait la politique d'austérité de l'actuel gouvernement...

En effet, cette Seconde République italienne promet de permettre encore moins à l'électeur d'exprimer vraiment ce qu'il pense, de mettre le pouvoir politique encore plus à l'abri des variations de l'opinion, bref, d'être encore plus pourrie...

André FRYS



AFP

Berlusconi en compagnie de sa femme annonce son "entrée en politique". Une "star" serait-elle née ?

LUTTE DE CLASSE

Janvier 1994

(N° 4 - Nouvelle série)

est parue

Au sommaire :

- La Russie après les scrutins de décembre : une constitution autoritaire pour un pouvoir sans autorité.
- Afrique du Sud : l'Apartheid disparaît, l'oppression sociale demeure ; les étapes d'une transition politique.
- L'Italie entre une gauche de gouvernement et une droite fascisante.
- Etats-Unis : les syndicats contre l'ALENA.

(La nouvelle série de *Lutte de Classe* est uniquement en langue française). Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres

Pologne

QUERELLES POLITICIENNES SUR FOND DE MÉCONTENTEMENT POPULAIRE

Gamma Pologne

Kwasniewski, le leader victorieux de la "gauche" ex-stalinienne, lors des dernières élections.

Trois mois après la mise en place du gouvernement dit de gauche, suite au succès des partis héritiers de l'ancien Parti Communiste et du Parti Paysan qui lui était lié et qui remportèrent à eux deux les deux tiers des sièges à l'Assemblée, une première crise gouvernementale a éclaté aboutissant, le 4 février dernier, à la démission du ministre des Finances, Marek Borowski, membre de l'Alliance de la Gauche Démocratique.

Il se peut évidemment que cela ne soit qu'un aléa des manœuvres parlementaires dont la Pologne n'a pas l'apanage. Mais cet incident a lieu dans un contexte où le nouveau gouvernement, au bout de trois mois d'existence, semble commencer à se discréditer.

Rappelons tout de même que la Pologne était le seul pays d'Europe de l'Est qui, au moment de la fin des anciens régimes prétendument communistes, avait une opposition bénéficiant d'une réelle base populaire en la personne de Walesa et au travers des partis issus de Solidarité. Mais quatre ans après que cette opposition est parvenue au gouvernement, elle s'est tellement discréditée que non seulement les partis issus de Solidarité ont subi un échec retentissant aux élections de septembre dernier et ont dû laisser la place au gouvernement mais que les partis qui ont été portés au pouvoir sont ceux de cette gauche plus ou moins issue de l'ex-parti stalinien et de ses alliés.

Pour parvenir au pouvoir ils ont promis de tenir compte des intérêts des travailleurs et de protéger les acquis sociaux d'une population laborieuse lasse des sacrifices imposés au nom des vertus de l'économie de marché. Mais ils n'ont pas pour autant renoncé à la politique de réformes libérales, de privatisation à tout-va.

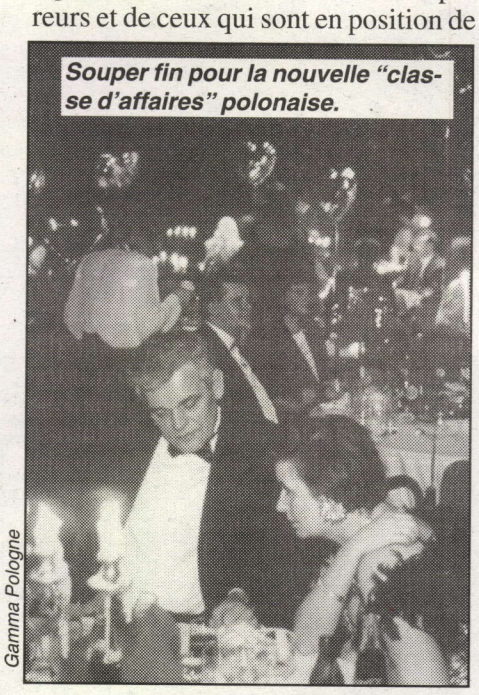
Depuis trois mois, il est évident que ceux qui ont été portés au pouvoir ne proposent pas une politique bien différente de leurs prédécesseurs. La libéralisation de l'économie, c'est-à-dire la possibilité pour les privilégiés de piller l'Etat et de s'approprier les richesses du pays, continue d'aller bon train alors que l'austérité est imposée à la population laborieuse, qui a peut-être plus qu'avant la possibilité de voir les vitrines des magasins bien achalandées, mais de moins en moins les moyens d'acheter ce qu'elle y voit, compte tenu de l'inflation qui a entamé le pouvoir d'achat des salaires mais plus encore des retraités, compte tenu du chômage qui frappe maintenant 15 % de la population active (plus de 3 millions de chômeurs).

L'incident qui a amené la démission du ministre de l'Economie est bien significatif de cette avidité des accapareurs et de ceux qui sont en position de les servir, et de se servir par la même occasion. En effet le vice-ministre des Finances a accepté de privatiser une entreprise d'Etat à un prix tel que le cours des actions de ladite entreprise une fois privatisée a immédiatement été multiplié par 13 par rapport au prix auquel le gouvernement les avait cédées. Le manque à gagner de l'Etat n'a évidemment pas été perdu pour tout le monde, y compris pour le vice-ministre qui a probablement été récompensé pour ses bons services. Ce sont là des pratiques qui sont monnaie courante – ces privatisations ressemblent à un dépeçage des richesses publiques au profit exclusif de quelques-uns – et le ministre a couvert son vice-ministre lorsque le scandale a éclaté. Cette affaire n'est pas forcément pour gêner le Premier ministre, membre du Parti Paysan, alors que Marek Borowski appartient, lui, à l'Alliance de Gauche Démocratique, l'autre composante de la coalition gouvernementale, car les paysans qui sont eux aussi parmi les victimes de la politique libérale (dans la mesure où la population paysanne, fort nombreuse en Pologne sous l'ancien régime, ne pouvait subsister justement que grâce aux prix à la production subventionnés par l'Etat) réclament un retour à l'intervention étatique. Le départ du ministre des Finances, symbole de la politique des réformes, peut donc constituer un geste symbolique pour la clientèle électorale du Premier ministre qui lui est d'autant plus utile qu'il n'a pas grand-chose de concret à offrir aux victimes de la libéralisation puisqu'il continue la même politique économique.

C'est dire que, en Pologne, les gouvernements, quelle que soit leur étiquette, risquent de s'user bien vite dans un contexte où la politique menée est de plus en plus ouvertement nuisible à la population laborieuse.

Dominique CHABLIS

Souper fin pour la nouvelle "classe d'affaires" polonaise.



Gamma Pologne

Saussier/Gamma

Petits vendeurs à Varsovie.

Russie

LA

Le ministère russe du Travail vient de publier un rapport d'où il ressort que les trois quarts de la population active ont moins de 110 000 roubles – environ 370 F – pour vivre par mois. Un quart de la population ne disposerait que de la moitié de cette somme. Cela, alors que dans certains domaines – alimentation, transports, etc. – les prix se rapprochent de ceux d'Europe de l'Ouest et que, dans bien des magasins, on ne trouve de plus en plus que des produits d'importation... à des prix importés.

La camelote occidentale rapporte... et tue parfois

Pour les riches – bureaucrates, "hommes d'affaires" ou mafiosi, si tant est que l'on puisse les distinguer – ce sont notamment les automobiles de luxe dont les revendeurs étalent le charme tapageur dans des magasins qui, hier encore, offraient des produits de grande consommation accessibles à tous.

Pour les autres, l'immense majorité, c'est le triste alignement de milliers de kiosques qui, dans les grandes villes, écoulent de la confiserie, de la petite alimentation, des alcools ou des cigarettes avec des noms et sous des conditionnements qui évoquent l'Occident. Des imitations venues du Tiers Monde ou des rebuts que les pays riches écoulent ainsi, ces produits, souvent frelatés ou périmés, sont d'une qualité si basse que les autorités feignent de découvrir les intoxications et

Commerce de babioles à Saint-Petersbourg-Léningrad.

L'économie s'effondre

MISÈRE S'ACCROÎT

morts en séries qu'ils provoqueraient.

Ainsi la presse apprenait, il y a quelques jours, que la moitié des vodkas (presque toutes importées, un comble !), contrôlées dans les magasins moscovites par la brigade de répression des fraudes, étaient impropres à la consommation. Eh oui, ce commerce rapporte trop, permet de corrompre trop de policiers ou d'hommes politiques, pour qu'il y soit mis un terme sous prétexte de "dérapages" voyants.

Pillage à gogo

Tous ces juteux "business", non seulement appauvrissent les consommateurs, mais se soldent par une véritable saignée pour le pays. De source bancaire américaine, on a évalué à un milliard de dollars par mois les fonds "s'évadant" à l'Ouest (bien plus que toute "l'aide" promise à la Russie par l'Ouest et en grande partie non versée). Des fonds que ces héros de la "libre entreprise" placent dans les banques occidentales car ils ne sont évidemment pas assez imprudents pour investir dans la production, fût-ce dans le secteur totalement ou partiellement privé.

Même quand, à la faveur des privatisations, certains individus ou groupes annoncent une activité en ce domaine, le plus probable est que cela camoufle une quelconque arnaque. Qu'il s'agisse du dépeçage des rares entreprises industrielles pouvant intéresser l'Occident (une revue des milieux d'affaires, *Kommertsant*, dit qu'à Léningrad, il n'y en aurait guère qu'une de ce type, l'usine de construction optique LOMO), ou tout simplement de gangstérisme à peine camouflé sous des dehors commerciaux. Voici quelques jours, la presse a raconté comment un des fleurons privés du secteur pétrolier, la société Roskontrakt, sans avoir jamais commercialisé ni produit une goutte de pétrole, avait soutiré près d'un milliard de roubles à l'Etat. Les dirigeants de la firme avaient aussitôt filé avec le magot acheter, à l'étranger, des voitures de luxe pour eux et leurs proches. Arrêtés à leur retour – sans doute avaient-ils oublié d'arroser un responsable de la police – ils furent libérés au bout de deux jours, sur une intervention venue de haut lieu...

C'est évidemment à ce 1 % de la population russe qui, en 1993, aurait accaparé 28 % du revenu national (selon le ministère du Travail) que s'adressent ces publicités qui, par exemple, juste avant le journal télévisé, proposent des *"croisières de rêve, oublier l'hiver au soleil"* ou ces *"cottages, avec un confort international, dans les environs de Moscou"* pour l'équivalent de trois millions de francs. Des gens qui non seulement rançonnent la population et transfèrent les sommes colossales ainsi obtenues à l'étranger – ce qui contribue à accélérer l'inflation et à asphyxier une économie privée des capitaux dont elle aurait besoin –, mais des gens, qu'ils soient "hommes d'affaires" privés ou bureaucrates, dont toute l'activité aboutit à mettre en miettes certaines entreprises, à briser les liens entre elles, à entraver leur fonctionnement. Et cela non pas pour mettre en place ce fameux "marché", que l'on ne voit pas se constituer mais dont l'invocation sert de cri de ralliement à tous ces pillards, mais tout simplement pour leur permettre de s'enrichir à tout prix, n'importe comment, pourvu que cela se fasse au plus vite.

Ce sont les retraités qui sont les plus touchés par l'hyper-inflation. AFP

Chômage partiel et déguisé

Une des conséquences récentes de cette désorganisation provoquée de l'économie ex-soviétique est le développement du chômage partiel. Les entreprises y ont en effet recours, du fait des ruptures des liens traditionnels d'approvisionnement, de l'insolvabilité de telle ou telle entreprise cliente, du manque de coupures pour assurer la paye... quand ce n'est pas pour faire des économies pures et simples.

Ainsi, l'OIT (l'Organisation Internationale du Travail) vient d'annoncer que, selon elle, ce n'est pas, comme l'affirme le gouvernement, 1,5 % de la population active de Russie qui serait touchée par le chômage, mais environ 10 %.

Certes, ces données sont à prendre avec prudence : par exemple, ces jours-ci, et le gouvernement russe et des banquiers internationaux avouaient ne pas savoir où en était la balance des paiements russes... En outre, il semble que nombre de gens ayant abandonné ou perdu leur précédent emploi se déclarent chômeurs... même s'ils ont retrouvé un "petit boulot". Surtout s'il s'agit de commerce ou de services. Ces secteurs en plein développement ne respectent en effet guère la législation russe sur le livret de travail, et ceux qui y sont employés, plus mal payés que dans l'industrie encore étatisée, sont d'autant plus enclins à compléter leur salaire avec des indemnités de chômage, que les prix flambent.

Mais c'est à juste titre, semble-t-il, que l'OIT annonce que près de la moitié des chômeurs n'apparaîtraient pas dans les statistiques du fait de la mise en congé forcé, sans salaire ou presque, de travailleurs restant formellement à l'effectif.

En ce domaine, les exemples ne manquent pas. A Ekaterinbourg, dans l'Oural, la principale usine de confection a mis son personnel en congé pour deux mois cet automne, puis en a licencié une partie. A Saint-Pétersbourg (ex-Léningrad) aux Chantiers de la Baltique, depuis octobre, entre les semaines de trois jours et les "vacances" forcées, des ateliers cumulent un mois de chômage de fait.

Même quand ce chômage est partiellement indemnisé, cela pèse lourdement dans les budgets ouvriers. En décembre, chez ZIL, la grande usine automobile de Moscou, avec trois semaines chômées, les travailleurs n'ont eu que 30 000 roubles sur leur paye mais Brakov, le directeur, a continué de percevoir ses deux millions et quelque mensuels !

Irena Khakamada, réputée la femme la plus riche de Russie

Kampfrer/Gamma

La fête sur un volcan ?

Bien sûr, ces directeurs des sociétés d'Etat, les bureaucrates de tout niveau de l'appareil d'Etat dont les revenus, du fait de la corruption, sont sans commune mesure avec leurs salaires officiels, les parvenus du "business" privé sont aujourd'hui à la fête. Pour eux, l'argent coule à flots.

Ainsi, les députés, à peine élus, ont, toutes tendances confondues, voté l'alignement de leurs indemnités sur les émoluments des ministres. En décembre-janvier, par trois fois, Eltsine a augmenté les salaires des hauts commis de l'Etat tandis que, à peine les élections passées, il décrétait le gel des salaires pour les travailleurs.

En même temps que la télévision montrait des officiels faisant bombance dans une Maison-Blanche remise à neuf à grands frais après les combats de cet automne, les appels à l'austérité nécessaire, aux économies, de ces mêmes autorités résonnaient sur d'autres chaînes. Et dans les écoles, devenues trop chères et peu rentables, les cantines ont été supprimées, les enfants allant désormais en cours avec leur gamelle. Cela quand ils ne doivent pas se passer de déjeuner, voire de cours car nombre d'établissements désormais payants sont devenus inaccessibles aux enfants des travailleurs. En guise de consolation, ils ont souvent droit à des cours – obligatoires – d'abrutissement religieux et, s'ils ne rentrent pas trop tard chez eux, ils peuvent suivre un feuilleton insipide dont le titre est tout un symbole : *Les riches pleurent aussi.*

Seulement, s'il est quelque chose que les plus conscients des chefs de la bureaucratie et des dirigeants occidentaux semblent craindre, ce n'est pas que la population pleure. Mais au contraire que l'opulence insolente des nantis ne provoque sa colère. Régulièrement, la presse annonce des grèves, dans les mines, le pétrole, les transports... De visite en Russie, le vice-président américain, Gore, a affirmé qu'il fallait à la population *"moins de choc et plus de thérapie"*, se démarquant de cette politique dite de la "thérapie de choc" – l'appauvrissement brutal de la population – qui était depuis deux ans le leit-motiv d'Eltsine, de Gaïdar et des "experts" du FMI. Un slogan qui, comme bien d'autres, n'a guère eu d'application réelle mais dont la seule évocation sonne comme une provocation, comme un synonyme de la misère de la population et suffit à cristalliser un mécontentement que les dirigeants occidentaux et russes préfèrent ne pas attiser. De peur qu'il ne devienne explosif et que, dans une Russie avec un Etat en décomposition, aucune force ne soit en situation d'y faire barrage.

Pierre LAFFITTE

Grande-Bretagne

Sous couvert de dérégulation

UNE ATTAQUE EN RÈGLE CONTRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS

Le bilan de ce premier mois de l'année est lourd pour le gouvernement Major : trois membres du cabinet contraints à la démission pour cause de relations extra-maritales ; deux députés cloués au pilori, l'un pour avoir fait éponger le déficit de son entreprise par l'Etat, l'autre pour trafic d'influence ; deux conseils municipaux conservateurs de Londres accusés d'avoir utilisé les aides de l'Etat au logement pour vendre à bas prix des logements municipaux à des électeurs sûrs, tout en en chassant les électeurs travaillistes qui en étaient locataires ; la moitié des dignitaires du parti au pouvoir, y compris les principaux membres du gouvernement et le Premier ministre lui-même, accusés de complicité dans une affaire de ventes illicites d'armes à l'Irak. Les uns après les autres, les cadavres laissés par bientôt quinze années de pouvoir remontent à la surface... Et, "the last but not the least", un député conservateur brillant et prometteur retrouvé mort vêtu de sous-vêtements féminins...

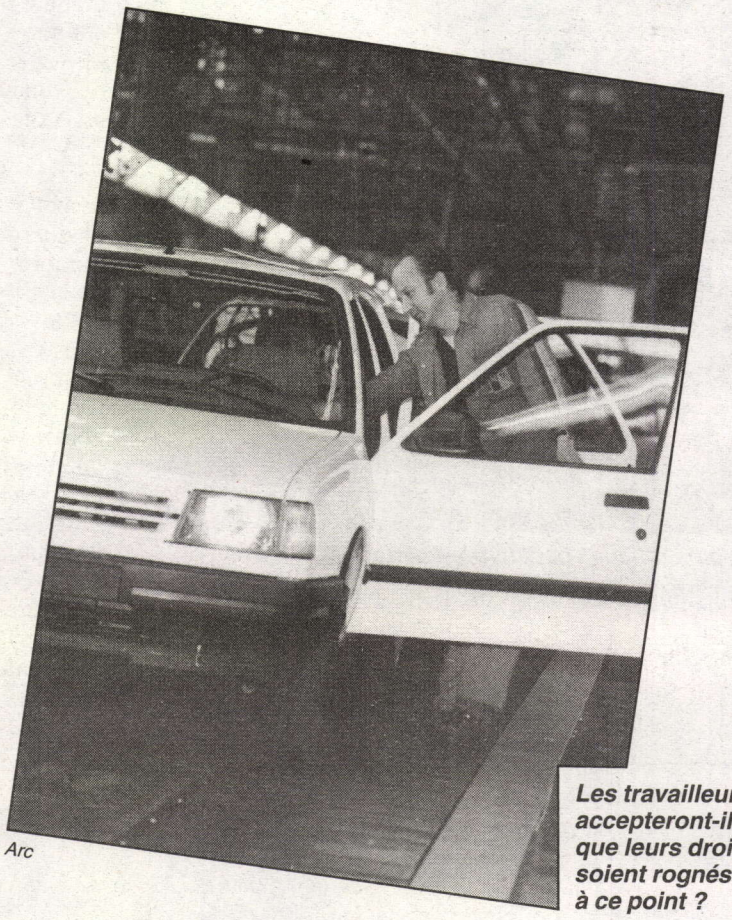
Les lobbies institutionnalisés

Dans ce contexte, le gouvernement avait bien besoin d'une diversion, d'autant que les élections municipales et européennes approchent. Tel est semble-t-il l'un des rôles de la nouvelle "Loi sur la déréglementation et la sous-traitance" présentée à la presse le 19 janvier.

Dans le langage officiel, il s'agit ni plus ni moins que d'*"allumer un feu de joie pour y jeter les centaines de réglementations imposées par une bureaucratie paperassière et tatillonne"*.

Mais au-delà de cette démagogie, cette loi vise à donner au gouvernement les moyens de changer la loi dans tous les domaines affectant les entreprises et plus généralement l'économie sans avoir à en passer par les procédures parlementaires normales – en quelque sorte une loi qui réglementerait le droit des ministres de tourner la loi pour le bénéfice des grandes entreprises.

Car, derrière le verbiage sur le sort peu enviable des petits entrepreneurs, c'est des grandes entreprises qu'il s'agit. L'artisan de cette loi, Lord Sainsbury, n'est-il pas lui-même le patron de la plus grosse chaîne d'hypermarchés du pays ? Et d'ailleurs les huit comités qui ont été mis en place pour sélectionner les réglementations à mettre au pilori rassemblent les grands noms de l'industrie et de la finance.



Arc

Les travailleurs accepteront-ils que leurs droits soient rognés à ce point ?

Attaques contre les droits des consommateurs...

Au nombre des quelque 600 réglementations qu'on envisage de supprimer, certaines ont de quoi faire sourire. Par exemple les dizaines de pages de textes qui régissent la quantité de mousse légalement admissible dans une pinte de bière, reflet de décennies de compétition entre les brasseurs de bière.

Mais la grande majorité des réglementations visées concernent les droits des consommateurs, des travailleurs et de la population en général. Ainsi les dirigeants de l'industrie chimique qui dominent la commission sur l'Environnement (c'est tout dire !) veulent-ils en finir avec toutes les tracasseries administratives concernant les émissions dans l'atmosphère et les dépôts de matières toxiques.

De même, la commission sur la Santé et la Biotechnique, dominée par les laboratoires pharmaceutiques, recommande que soit mis fin à l'obligation légale d'indiquer la composition exacte des médicaments sur leur emballage, et même l'autorisation officielle de mise en vente. En fait, le processus de vérification légale des médicaments nouveaux, nécessairement long, serait remis en question alors que celui-ci n'a pas empêché la commercialisation de médicaments qui se sont révélés par la suite dangereux.

De son côté, la commission sur l'Alimentation, dominée par les grandes entreprises du secteur, réclame la réduction des exigences en matière d'hygiène alimentaire, et moins de contrôle. Ainsi veulent-elles la fermeture des services vétérinaires des municipalités, dont les tâches seraient reprises par une administration centrale qui compte... quelques dizaines de salariés à l'échelle du pays.

... et contre les droits des salariés

Ce sont les travailleurs qui sont les plus visés par les projets de ces commissions.

Ainsi serait-il mis fin à l'obligation légale pour les patrons de respecter les accords d'entreprise passés avec les syndicats en cas de licenciement. Le seul droit qui resterait au licencié serait celui de contester auprès du "tribunal industriel", sorte de Prud'hommes anglais, qui ne peut ordonner la réintégration d'un salarié, mais seulement son indemnisation, d'ailleurs faible. Ceci pourrait mettre fin au système par lequel, dans les grandes entreprises, tout licenciement enclenche une procédure devant des comités paritaires, au cours de laquelle la sanction est très souvent commuée en suspension, ou purement et simplement annulée. En même temps, cela permettrait aux patrons d'ignorer les accords existant en matière de licenciements économiques. Dans l'automobile, par exemple, rien n'empêcherait les constructeurs de licencier des travailleurs qui ne peuvent plus travailler sur chaîne pour des raisons de santé, au lieu de devoir leur trouver un emploi hors-chaîne comme cela se fait encore dans la plupart des cas.

Mais surtout, c'est toute la législation sur l'hygiène et la sécurité, la seule véritable législation du travail existant en Grande-Bretagne, et ceci depuis le 19e siècle, qui est mise en cause. Il est vrai que, là encore, l'absence de contrôles et le caractère dérisoire des sanctions font que dans la pratique bien des entreprises n'en tiennent aucun compte. Mais, au moins dans les grandes entreprises, le patronat préfère encore s'y soumettre plutôt que de courir le risque de procédures légales coûteuses. Et cela reste l'un des rares domaines où les travailleurs se sentent des droits qu'ils se montrent souvent déterminés à faire respecter. Un rapport publié récemment par le quotidien financier *Financial Times* indiquait que l'observation de ces lois coûterait aujourd'hui environ 180 milliards de francs par an au patronat. L'estimation est sans doute "gonflée" pour les besoins de la cause. Mais combien coûterait à la société, à la collectivité, en vies humaines et en santés ruinées, la suppression de ces maigres protections ? Ce coût-là n'entre pas dans les calculs des capitalistes.

François ROULEAU

Gabon

AU PAYS D'ELF ET D'OMAR BONGO

Au Gabon, 64 immigrés clandestins ont été retrouvés morts étouffés, entassés dans leur cellule. Ça s'est passé dans une gendarmerie, en un lieu où des gendarmes français, en poste au titre de la "coopération", ne pouvaient pas ignorer les conditions de détention.

L'impérialisme français ne se contente pas d'affamer les populations africaines en dévaluant par exemple de 50 % leur monnaie dont il a seul le contrôle. Il "coopère" à maintenir en place des massacreurs.

Gamma/Sirpa

Après les émeutes de 1990, patrouille française devant les bâtiments d'Elf à Port-Gentil.

Leur société

Affaire du sang contaminé

PROTECTIONNISME ET GROS SOUS EN ACCUSATION

AFP

Dans l'affaire du sang contaminé, les preuves continuent à s'accumuler au sujet des responsabilités et des mécanismes qui ont conduit à la commercialisation de produits sanguins dont on savait, dès 1983-1984, qu'ils comportaient des risques dans la transmission du sida. Non seulement ces risques auraient été parfaitement identifiés mais, dès janvier 1985, un test de dépistage avait été mis au point par la société américaine Abbott, qui avait pris une longueur d'avance sur son concurrent français Diagnostics Pasteur, filiale de l'Institut du même nom et de Sanofi.

Or, plusieurs documents publiés par la presse montrent que les hauts responsables de la Santé en liaison avec les responsables de l'Institut Pasteur se sont alors ligués pour retarder l'homologation de ce test, minimisant les risques de contamination afin de justifier leur décision. Et cela, dans le but de défendre les intérêts du groupe français.

Dans son édition du 8 février, *Libération* publie quelques extraits d'une lettre de François Gros, conseiller à l'époque de Fabius, datée du 3 juillet 1985, dans laquelle il s'inquiète du risque de *"voir le test Abbott inonder le marché français puisque nous ne pourrons plus retenir longtemps au Laboratoire national de la santé l'homologation de ce test"*, avant de s'insurger contre le fait que *"les services publics telle l'Assistance publique de Paris ont eu l'indélicatesse de commander tous leurs tests chez Abbott"*, une décision d'ailleurs bloquée ensuite.

Ces manœuvres, aux conséquences criminelles, ne sont pas si étonnantes lorsqu'on sait qu'entre les conseillers du gouvernement et les responsables de l'Institut Pasteur, les liens étaient plus qu'étroits. Ainsi, par exemple, Jean Weber, alors PDG de Diagnostics Pasteur, avait été auparavant responsable de la Pharmacie au ministère de la Santé, tandis que François Gros était l'ancien directeur de l'Institut Pasteur. Les responsables du gouvernement, Fabius, le Premier ministre d'alors, comme Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales ou Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, ne pouvaient ignorer ces liens. Tous, ils ont laissé faire. Par souci d'économie pour les uns ? Pour défendre les intérêts commerciaux de l'industrie pharmaceutique française pour les autres ? Ou un mélange des deux à la fois ?

Et l'on pourrait même ajouter que des intérêts aussi peu innocents doivent animer ceux qui font remonter à la surface des informations sur la manière dont se sont prises les décisions à l'époque. Car cette bagarre pour faire surgir la vérité sur cette affaire recouvre une autre rivalité entre groupes pharmaceutiques, américains et français, sans compter ceux qui plaident pour que le système de santé français soit distribué aux intérêts privés. De tous côtés, on le voit, les gros sous demeurent le souci n°1. Quant à la santé, elle n'a qu'à suivre, si elle peut !

Il reste qu'en retardant de plusieurs mois la diffusion des tests de dépistage en France, tous ces responsables, même si ce mot leur déplaît, n'ont pas hésité à prendre le risque de laisser contaminer des centaines de malades, dont des dizaines sont morts depuis. Une preuve de plus que le capitalisme, ses valeurs et ses lois, ne font pas qu'entraver les progrès de l'humanité ; dans bien des cas, ils conduisent froidement à perpétrer des crimes.

Roger MEYNIER

Dans les entreprises

Elf-Sanofi (Angoulême)

LE PATRON MARCHAND D'ACTIONS

Les actions de Elf sont en vente depuis quelques jours, mais à Elf Sanofi d'Angoulême, usine de production de gélatine de 250 personnes, cela fait au moins trois mois que la direction nous rebat les oreilles avec la privatisation. Depuis novembre, on a eu droit à la distribution de trois mensuels intitulés *"Journal de la privatisation"* pour nous expliquer quelle chance ont les ouvriers de pouvoir devenir actionnaires. On a reçu aussi une brochure luxueuse sur papier glacé avec éditorial de Jaffret le PDG de Elf faisant valoir que les ouvriers avaient 20% de réduction sur le prix public, des délais de paiement sur 24 mois et des actions gratuites !

Mieux ! Le patron d'Angoulême en personne "a mouillé sa chemise" pour tenter de nous convaincre d'acheter ces fameuses actions : il a tenu plusieurs réunions sur le temps de travail pour nous vanter la "bonne affaire". Mais, pensant sans doute que cela ne suffirait pas, il a aussi fait sa tournée dans les ateliers, précisant lui-même qu'il faisait "sa campagne". Pas regardant sur l'argumentation, il s'est d'ailleurs fait remettre à sa place par un travailleur à qui il disait : *"Vous seriez des ânes de ne pas en acheter"* et qui l'a prié de ne pas nous insulter. Il s'est excusé : belle façon de braire...

De fait, nombre d'entre nous, travailleurs, n'avons aucune envie d'acheter ces actions à 308 F, alors qu'on ne joint pas les deux bouts avec des salaires à 6000 F et qui n'augmentent pas : 1% d'augmentation en 1993, 1,9 % prévu en 1994, avec en janvier l'augmentation personnalisée "au mérite", où un travailleur sur trois a empoché la royale prime (pour l'année !) de 150 F...

Beaucoup voient bien que les "bonnes affaires", que les "plus values" faciles mises en avant par la direction bénéficieront surtout aux gros actionnaires, aux patrons, qui eux s'achètent des gros paquets de ces actions. Hier, sous le contrôle de l'Etat, demain privatisé, Elf Sanofi continue de nous imposer l'austérité et c'est cela qui nous préoccupe et nous révolte.

Dans ces conditions, pas étonnant, que à peine distribués par la direction dans les ateliers la semaine dernière, pas mal de formulaires d'achat des actions aient été vus dans les poubelles...

Correspondant LO

COTEC

LES OUVRIÈRES EN GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

La COTEC est une entreprise de sous-traitance électronique qui, jusqu'à l'an dernier, travaillait essentiellement pour IBM.

La fermeture de l'usine IBM de Canéjan et l'arrivée de SOLECTRON, entreprise de sous-traitance électronique liée à IBM, avait entraîné 113 licenciements à la COTEC il y a à peine un an.

Le 14 décembre dernier, la COTEC a été mise en liquidation judiciaire et jeudi dernier, le syndic nommé par le Tribunal de commerce et la direction ont annoncé que l'entreprise était reprise par l'entreprise américaine PNY ELECTRONICS et que 29 d'entre nous seraient licenciées – 18 à la production et 11 "non productifs".

De nouveau, c'est nous qui devions faire les frais de la politique des patrons, nous qui pendant 10 ans avons enrichi les actionnaires et la direction de la COTEC, en travaillant pour des salaires minables, – 5 600 F pour une P1 avec 10 ans d'ancienneté ; 4 600 F pour 20 d'entre nous contraintes de travailler à mi-temps pour éviter d'être licenciées.

Et cela est d'autant plus révoltant que l'argent coule à flots de tous côtés. SOLECTRON a fêté, il y a quelques semaines, son premier milliard de centimes de chiffre d'affaires. PNY prévoit de tripler le chiffre d'affaires de la COTEC en un an, après avoir jeté à la rue la moitié du personnel et racheté le leasing des locaux de la COTEC deux fois son prix !

Et ils empochent les subventions des pouvoirs publics : l'an dernier, c'est 7 milliards de centimes que SOLECTRON avait perçus pour prix des licenciements qu'il avait provoqués et avant même que le tribunal se soit prononcé sur la solution de reprise.

PNY va recevoir 150 millions de centimes du Conseil général et 50 millions de centimes de la municipalité de Mérignac. Et les cadeaux ne font que commencer. Non seulement nous allons être jetées à la rue, mais pour nous licencier, les patrons empochent de véritables pactoles payés avec l'argent public, avec l'argent de nos impôts.

Alors, nous avons décidé de ne pas nous laisser faire : jeudi, après l'annonce du projet de reprise et des 29 licenciements, nous avons été 12 à décider de faire grève malgré les pressions de la direction et de l'encadrement.

Le vendredi matin, à 8, nous avons distribué un tract appelant nos camarades à nous rejoindre dans la grève. Nous étions 20 dans le self que nous avons réquisitionné pour la circonstance. Il y avait là plus de monde et plus d'ambiance que dans les ateliers et certains chefs venus manger au self ont dû avoir une digestion difficile.

Le lendemain, sur le marché de Mérignac, nous étions 8 à distribuer un tract dénonçant les licenciements à la COTEC. Il y eut de nombreuses réactions de sympathie. Lundi était évidemment un jour important : au piquet nous nous sommes retrouvées à 8. Les menaces du syndic qui avait envoyé une lettre à chacune d'entre nous, disant que si le projet de reprise était refusé, c'est tout le personnel qui serait licencié, n'ont pas entamé notre détermination. Et nous nous sommes quittées en nous donnant rendez-vous pour le lendemain devant l'usine Dassault où les militants de la CGT de l'entreprise devaient nous aider à diffuser notre tract et à nous adresser aux travailleurs de Dassault.

Dans les banques

APRÈS LA GRÈVE DU 3 FÉVRIER, IL FAUDRA REMETTRE ÇA !

"Nos emplois sont menacés, nos salaires amputés, nos horaires chamboulés, ça ne peut plus durer, ça va péter".

Ce slogan était scandé jeudi 3 février dernier, lors de la manifestation qui a réuni 1 500 grévistes dans le quartier des banques, des assurances et des grands magasins. Il résume en fait les raisons pour lesquelles protestent les employés des banques.

Tous les journaux – y compris les quotidiens pro-patronaux – ont présenté cette journée de grève comme un succès.

L'Association Française des Banques a reconnu un chiffre de participation de 25 à 35%, ce qui constitue un pourcentage rarement atteint. Il n'y a en effet jamais eu autant de monde en grève ces dernières années, sauf pour la défense de la convention collective en 1991.

C'est en province que la grève a été la plus suivie. Et, à la BNP, 200 agences étaient fermées.

Au Crédit Lyonnais, la participation a été moins forte, de l'ordre de 30% en province mais de 8% seulement en Ile-de-France.

Peut-être le climat d'incertitude sur les intentions réelles de la direction, qui à la fois annonce qu'il faut supprimer 3 800 postes en trois ans et explique que tout cela va être négocié au mieux, a-t-il dissuadé certains de réagir cette fois-ci. Par contre des secteurs – surtout des centres administratifs – directement menacés ont débrayé massivement. Cela a été le cas à Rilleux et Tours-Saint-Avertin par exemple.

Il est clair que le seul moyen de faire renoncer les patrons des banques aux mauvais coups qu'ils nous préparent, ce sera qu'ils redoutent notre réaction par la grève, la plus large et la plus déterminée possible.

La journée du 3 février a constitué une première riposte. Il va falloir continuer, et amplifier notre protestation.

Correspondant LO

La manifestation à Lyon.

Télécoms Lyon et Villefranche-sur-Saône

LA RÉFORME, ON N'EN VEUT PAS !

Dans le cadre du mouvement qui agite France Télécom depuis plusieurs semaines, deux manifestations ont eu lieu, jeudi 3 février, dans le département du Rhône. A Villefranche-sur-Saône, une centaine d'agents de France Télécom ont défilé avec 50 voitures. Ceux-ci ont parcouru à midi la rue Nationale et ont été très remarqués.

Le même jour à 17 h 30, c'est à Lyon qu'au moins 500 agents de France Télécom ont manifesté. Soutenue par les syndicats CGT, FO et SUD, la manifestation est partie de la Direction régionale de France Télécom pour aller jusqu'à la Direction de La Poste.

Quelques militants CGT de La Poste étaient présents. Aux cris de *"La réforme, on n'en veut pas !"*, *"La privatisation, les suppressions d'emplois, on n'en veut pas !"*, la manifestation a traversé ainsi une bonne partie de la ville.

A la fin, la CGT a parlé d'un mouvement national à organiser, mais sans donner ni perspectives ni échéances. Quelques manifestants ont alors scandé *"A Paris ! A Paris !"* et *"Grève nationale !"*.

Les participants, satisfaits de s'être retrouvés plus nombreux que lors des rassemblements précédents, étaient bien décidés à ne pas en rester là.

Correspondant LO

La Poste - Centre de tri Issy-les-Moulineaux (92)

DES TITULAIRES REMPLACÉS PAR DES CONTRACTUELS "FLEXIBLES" CORVÉABLES ET SOUS-PAYÉS

Il y a quelques jours, la direction du centre de tri a informé les syndicats qu'il y aurait, en 1994, 22 suppressions d'emplois de titulaires : 10 suppressions "sèches" et 12 transformations d'emplois de titulaires en contractuels. Les contractuels étant à temps partiel, la direction compte embaucher 22 contractuels au fur et à mesure des mutations ou départs à la retraite de titulaires. Dans la semaine qui a suivi l'annonce, 10 contractuels étaient déjà embauchés !

Ces contractuels seront sous contrat à durée indéterminée intermittent : CDII. Ce type de contrat est prévu, paraît-il, pour des emplois qui, par nature, comportent une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées. Il doit mentionner les périodes pendant lesquelles le salarié pourra être appelé en activité et les périodes non travaillées. La direction, en indiquant comme périodes non travaillées un mois en été, une semaine en automne et une semaine au printemps, montre qu'en fait il s'agit pour elle de faire travailler ces contractuels tout le reste de l'année quelques heures par jour quand cela l'arrange, au moment du trafic le plus fort et sans avoir besoin de prévenir plus de 48 heures à l'avance !

Tout le monde sait bien qu'il s'agit pour La Poste, qui prévoit des milliers de suppressions d'emplois pour 1994, de faire des économies partout en s'en prenant à la masse des salaires.

L'annonce, faite au moment où Balladur nous faisait son cinéma sur des mesures destinées à lutter contre le chômage, a choqué. Car même si ces suppressions d'emplois ne se traduisent pas par des licenciements, les comptes sont vite faits : 22 emplois à temps complet de titulaires remplacés par 22 contrats à temps partiel payés au SMIC ou guère plus. Pas de nouvelle embauche mais le même travail bien moins payé.

Pour l'instant, une motion a été signée par l'ensemble du personnel, et nous l'avons portée aux dirigeants de chaque brigade de nuit, demandant l'arrêt des suppressions d'emplois et la titularisation des contractuels déjà embauchés. Dans les équipes de jour, le directeur a répondu que, tant qu'il n'aurait pas l'ordre formel de ses supérieurs de ne plus le faire, il continuerait à appliquer les consignes d'embaucher des contractuels à la place de titulaires et de supprimer des emplois.

Les mouvements de grève à France Télécom ont eu un certain écho au centre de tri : si, pour l'instant, seule une partie d'entre nous pensent qu'il serait temps d'entrer en mouvement tous ensemble pour riposter aux attaques, aux PTT, le mécontentement est bien réel et l'idée fait son chemin.

Et rien ne dit que dans l'avenir la réaction des postiers ne forcera pas justement La Poste à revoir sa copie.

Correspondant LO

À Grenoble

L'administration s'acharne contre un enseignant

Jean-François Le Dizes, qui enseigne les mathématiques depuis plus de 20 ans, était suspendu de ses fonctions en mars 1992 suite à un accident (sans gravité) survenu dans sa classe. Par un détournement de procédure, une commission de discipline réunie en juillet de la même année prononçait son licenciement pour "insuffisance professionnelle".

Le 24 juin 1993, le tribunal administratif de Grenoble annulait le licenciement pour irrégularité de procédure. Jean-François était réintégré dans l'Education nationale et nommé à la rentrée de septembre dans un lycée de Grenoble où il effectuait des heures de soutien et de remplacement dans des classes de terminales et supérieures, à la satisfaction des enseignants et des élèves.

Mais l'administration ne voulut pas s'en tenir là et engagea alors une nouvelle procédure de licenciement. Une commission disciplinaire siégea de nouveau le 24 novembre 1993, là encore de façon tout à fait arbitraire : la réunion fut présidée par un représentant de l'administration qui demandait le licenciement, le réquisitoire présenté noircit une nouvelle fois la réalité du dossier de l'enseignant en faisant état uniquement d'extraits de rapports d'inspecteurs ou de chefs d'établissements défavorables et en taisant les aspects positifs qui y figuraient également. De même, les témoignages d'élèves, de parents et de collègues favorables à l'enseignant furent ignorés. La commission se prononça par 7 voix contre le licenciement (personnel) et 7 voix pour (administration).

Ne tenant aucun compte de l'opposition unanime des représentants du personnel lors de cette commission, le ministère prononça une deuxième fois le licenciement le 21 décembre 1993.

Cet acharnement de l'administration semble bien avoir d'autres raisons que celles afffichées d'une prétendue "insuffisance professionnelle". Il s'agit plutôt d'un règlement de comptes à l'égard d'un enseignant qui s'était permis à plusieurs reprises de contester, sans y mettre les formes, certains aspects du système éducatif.

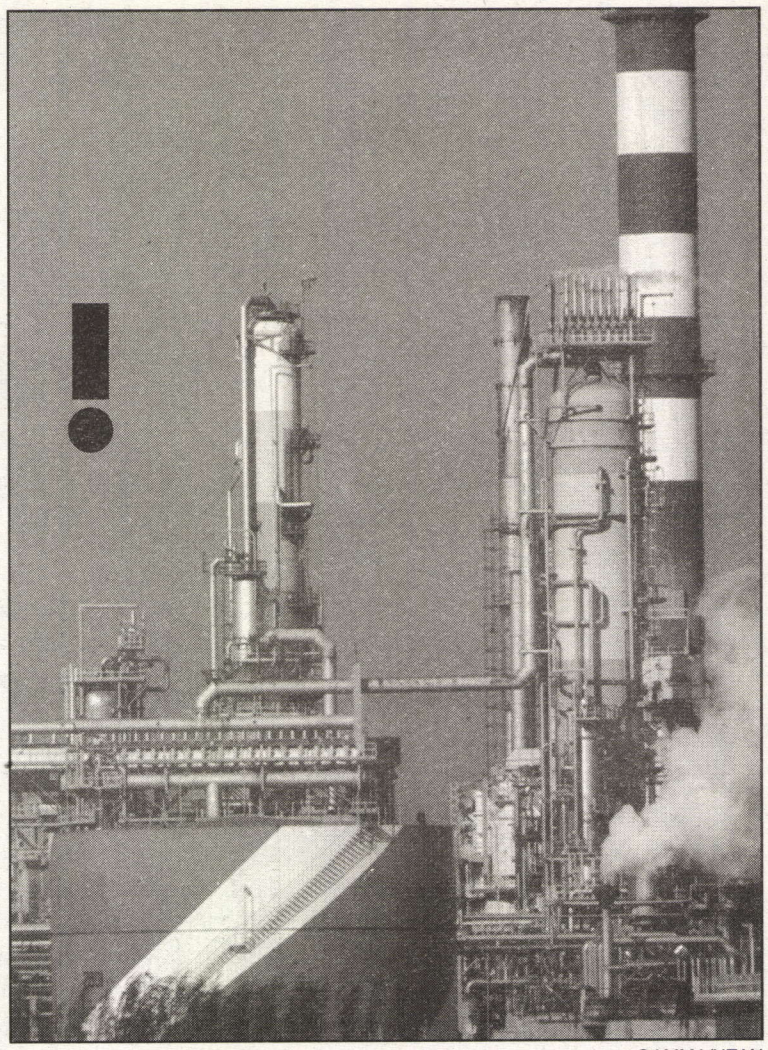
J.-F. Le Dizes ne baisse pas les bras. Une réunion s'est tenue mercredi 2 février à l'appel de plusieurs organisations, où des initiatives pour sa réintégration ont été proposées. Une affaire à suivre...

Correspondant LO

Insécurité dans les entreprises

Raffinerie Esso (Fos-sur-Mer - 13)

ESSO... S !



GAMMA/UZAN

Depuis le début du mois de janvier, près de 800 ouvriers sont employés à réparer et réviser la raffinerie ESSO, de Fos-sur-mer, près de Marseille, pour un "arrêt technique".

Cette raffinerie est située en bord de mer, près du terminal pétrolier.

Plus d'une dizaine d'entreprises de tuyauterie, soudure, mécanique, nettoyage, peinture et contrôle sont présentes pour contrôler et remettre en état la raffinerie.

Le travail consiste à démonter puis à vérifier, nettoyer ou remplacer les structures de raffinage.

La très grande majorité des ouvriers sont intérimaires ou en contrat à durée du chantier. Près de la moitié sont spécialisés et suivent les entreprises qui font le tour de France des raffineries. Les intérimaires locaux ne peuvent dans le meilleur des cas obtenir que six mois de travail par an sur les différents sites pétroliers de la région.

Aussi beaucoup de travailleurs sont tentés d'assurer la plus grande partie de leur paye de l'année en six mois. Les soixante heures de travail par semaine et quelquefois plus sont la règle. Et cela d'autant plus que les patrons font pression pour accélérer le travail. Ces mêmes patrons ne peuvent pas invoquer le retard ou le manque de personnel puisque c'est dès le début du chantier que les heures supplémentaires pleuvent et que ces arrêts techniques sont programmés depuis fort longtemps.

Pour la plupart, les samedis et quelquefois les dimanches sont travaillés. Et les chefs n'hésitent pas à proposer d'enchaîner la nuit.

Pourtant la direction des travaux d'ESSO dit s'être fixé comme objectif *"zéro accident avec arrêt"*. Et pour arriver à ce résultat, tout est mis en œuvre pour que les ouvriers ne prennent pas d'arrêt après un accident. Et il faut croire que la direction d'ESSO fait plus confiance à l'initiative des travailleurs pour éviter les accidents qu'à son organisation.

En montant sur un échafaudage il faut regarder en l'air pour éviter de se cogner la tête avec les planches mises en travers des échelles. Près du four un échafaudage a perdu quelques planches qui se sont mises à tomber de plusieurs mètres. Le démontage des brides se fait avec des clés à frappe qu'il faut cogner à la masse ou au marteau. Il arrive que la clé, la masse ou les deux échappent des mains et aillent atterrir 20 mètres plus bas.

Les travaux sont si mal synchronisés qu'une équipe qui travaillait à l'intérieur d'une sphère métallique a vu avec stupeur les flammes d'un chalumeau qui découpait les parois de l'extérieur.

Un technicien de contrôle s'est intoxiqué dans un endroit clos et mal ventilé. D'autres travailleurs ont été douchés à cause d'une vanne ouverte rapidement de l'extérieur.

Les cadences sont telles que toutes les précautions ne sont pas prises au remontage. Il arrive que des filetages de bouchons soient abîmés et le restent ou que des joints de pompe de gaz toxiques lâchent, comme cela est arrivé lundi 31 janvier.

D'autre part, les révisions des pièces importantes ont été espacées sensiblement depuis 1989. Cela concerne les aéros, qui sont d'immenses refroidisseurs où l'essence passe de l'état de vapeur issue de la distillation à l'état de liquide. Les dates martelées sur certains aéros mentionnent une révision tous les trois ans et demi, puis plus rien depuis 1989. Il n'y a pas si longtemps un aéro a explosé à Rotterdam, faisant quatre morts : les entreprises doivent avoir là-bas les mêmes méthodes !

Pour le personnel, tout est insuffisant : les installations sanitaires, les points d'eau, le savon, l'eau potable et les vêtements de travail.

Pour ESSO, comme pour les autres grands du pétrole, il n'y a pas de petites économies, surtout quand il s'agit de faire trimer.

Correspondant LO

Renault (Flins -78)

DÉBRAYAGE APRÈS LA MORT D'UN OUVRIER

Le mois dernier, en séance de Comité d'Etablissement, le directeur de l'usine déclarait : "*L'année 1993 aura été l'année où nous avons maîtrisé l'absentéisme*". Moins de 3 % d'absents en maladie ou en accident de travail, c'est, pour la direction Renault comme ailleurs, un motif de satisfaction. Mais à quel prix ? Un ouvrier vient de le payer de sa vie.

Il y a trois semaines, ce travailleur de la Cataphorèse (un secteur de la Peinture) passait une visite médicale à l'usine pour déterminer son aptitude à travailler à l'atelier de peinture des pièces de rechange pour les concessionnaires, secteur réputé dur et où il y a beaucoup de manutention à la main. La doctoresse de l'usine donnait son accord, ne remarquant rien d'anormal.

Pourtant une semaine plus tard ce camarade, qui était malade du cœur, était arrêté en maladie par son médecin personnel. Mais au bout de huit jours, comme la direction lui avait personnellement adressé une lettre de "mise en garde" parce qu'il avait trop d'arrêts-maladie, il décidait de reprendre. Le lundi 2 février, il revenait donc à l'usine et le chef, sans même lui refaire passer une visite médicale, le réexpédiait à son poste. Moins d'une heure après, il décédait d'une crise cardiaque.

Aux chaînes de Mastic et en Peinture, cela s'est su rapidement. Et dans la soirée, l'indignation a monté. On est parti en fin d'équipe du soir avec la ferme intention de ne pas en rester là. Le lendemain, l'équipe du matin a appris la nouvelle et vers 11 h 30, sans aucun appel syndical, la centaine de travailleurs des chaînes de Mastic s'arrêtait. En arrivant à l'usine, l'équipe d'après-midi se mettait, à son tour, en grève et était rejointe par les travailleurs des chaînes de Peinture. A 150 nous sommes entrés dans le local où le chef d'atelier et la doctoresse étaient en discussion. Et nous leur avons dit ce qu'on pensait de leurs méthodes. L'ambiance était électrique car les camarades en veulent à la direction et surtout au médecin qu'ils accusent de céder aux quatre volontés des patrons en déclarant de nombreux travailleurs "aptes à tous les postes".

Dans les autres ateliers, on a commencé à savoir ce qui s'était passé et l'indignation montait. Mais les travailleurs de Peinture étaient tellement occupés à dire leur fait aux responsables qu'ils n'ont pas voulu sortir de la Peinture pour aller chercher les autres secteurs.

Et après trois heures d'arrêt, les autres ateliers n'étant pas en grève, les camarades ont repris. La direction était blême mais elle avait échappé à la grève. Pour cette fois...

Correspondant LO

Le 4 février 1794

La révolte des esclaves noirs de Saint-Domingue obligeait la Convention à abolir l'esclavage

Des émissions de télévision, un colloque patronné par l'Unesco sont venus rappeler qu'il y a deux cents ans, la Révolution française avait aboli l'esclavage... rétabli par Napoléon huit ans plus tard.

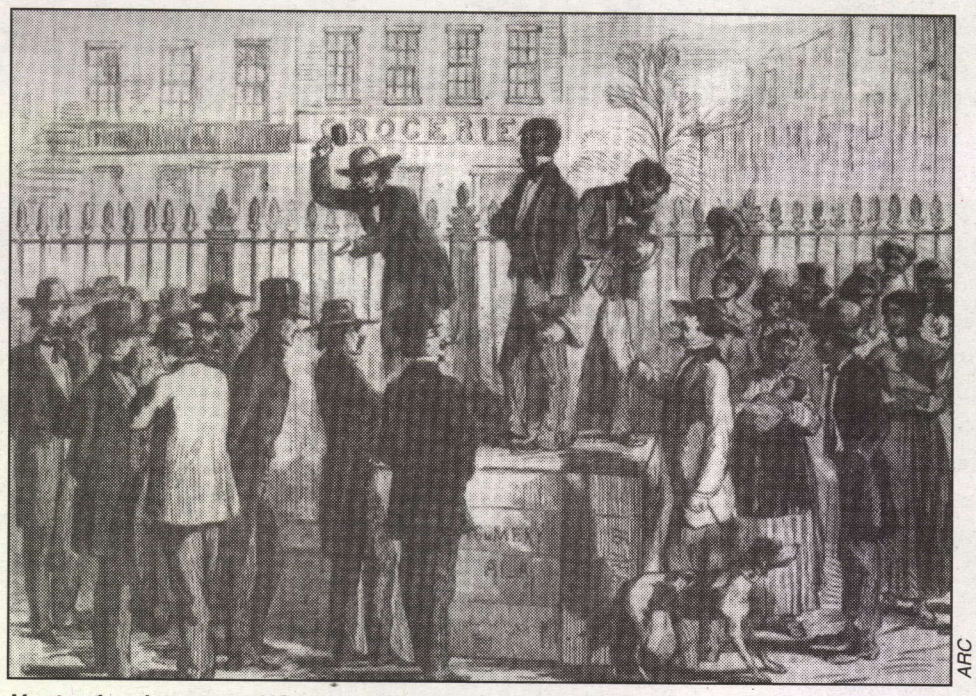
Le 4 février 1794 (16 pluviôse an II selon le calendrier révolutionnaire) en effet, la Convention nationale déclarait *"aboli l'esclavage des nègres dans toutes les colonies"*. Elle décrétait que *"tous les hommes sans distinction de couleur, domiciliés dans les colonies, sont citoyens français et jouiront de tous les droits assurés par la Constitution"*. Quatre ans et demi après la Déclaration des Droits de l'Homme, cela pouvait sembler le moins. Mais il avait fallu attendre, et vaincre des objections, car c'était le 2 262ème décret pris par la Convention...

En fait, bon nombre de ces bourgeois révolutionnaires de 1789 n'avaient été guère choqués que cette Déclaration dite des Droits de l'Homme, qui connaît aujourd'hui un regain de popularité, exclue de l'état d'"hommes" tous les esclaves des colonies.

Même si l'existence de l'esclavage dans les colonies semblait en criante contradiction avec ces fameux droits, la question fut soigneusement repoussée par les différentes assemblées de la Révolution française. La Constitution de 1791 reconduisit purement et simplement les règles en vigueur sous l'Ancien Régime, y compris l'inique Code noir, qui régissait la traite des Noirs. C'est que les négociants des ports de Bordeaux, de Nantes ou de Marseille et les planteurs étaient pour maintenir l'ancien système.

Pour eux, les colonies ne s'entendaient pas sans esclavage. Et ils accusaient les abolitionnistes de la Société des Amis des Noirs de ne rien comprendre aux "circonstances locales". Les esclaves noirs n'étaient-ils pas, selon eux, des "sauvages", des "indolents", ne pouvant travailler que sous le fouet "paternel" des colons ?

Mais le fouet engendra la tempête. Et c'est parce que les esclaves noirs de Saint-Domingue (Haïti aujourd'hui) se soulevèrent victorieusement pour imposer leur liberté dans ce qui était alors la plus importante colonie française, avec son demi-million d'esclaves noirs, que les conventionnels, qui n'arrivèrent pas à bout de l'insurrection, durent finalement mettre la question à l'ordre du jour de la Convention nationale. Mais les rapporteurs de la loi abolitionniste arrachèrent la décision avec un ultime argument guère abolitionniste : *"La proclamation, en les rendant libres, les assujettit à résidence sur leurs habitations respectives et les soumet à une discipline sévère en même temps qu'à un travail journalier moyennant un salaire déterminé : ils sont en quelque sorte attachés à la glèbe"*.



ARC

Vente s'esclaves aux USA, avant la guerre de Sécession (abolition de l'esclavage aux Etats-Unis). Costumes "modernes", mais société rétrograde.

En attendant, ce décret permettait de rallier à la jeune République française la colonie. Et les esclaves insurgés, la veille encore surnommés les "Vendéens noirs", parce qu'ils faisaient sécession, méritèrent alors le surnom de "Jacobins noirs" et Toussaint Louverture, leur chef, devint gouverneur de la colonie.

Cependant, l'abolition de ce décret par Napoléon Bonaparte en 1802 allait déclencher une nouvelle insurrection dont les troupes napoléoniennes ne purent venir à bout. Ce fut une de ses premières graves défaites : sa troupe fut décimée par les insurgés et les fièvres. Cette décision allait coûter d'ailleurs à Napoléon cette colonie. Car s'il fit mourir Toussaint Louverture qu'il avait capturé dans le fort de Joux (Jura), son lieutenant, Dessalines, proclama l'indépendance le 31 décembre 1803.

Quant à l'esclavage, il fallut attendre la révolution de 1848 pour qu'il soit officiellement aboli, mais il est vrai qu'à ce moment il n'apparaissait plus, pour la bourgeoisie française, comme le seul mode d'exploitation concevable dans les colonies. Il avait été aboli dix ans plus tôt en Grande-Bretagne mais il fallut attendre 1862 pour qu'il soit supprimé aux Pays-Bas, 1865 aux Etats-Unis, 1874 à Cuba et 1888 au Brésil... C'était il y a à peine plus de cent ans !

Jacques FONTENOY

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

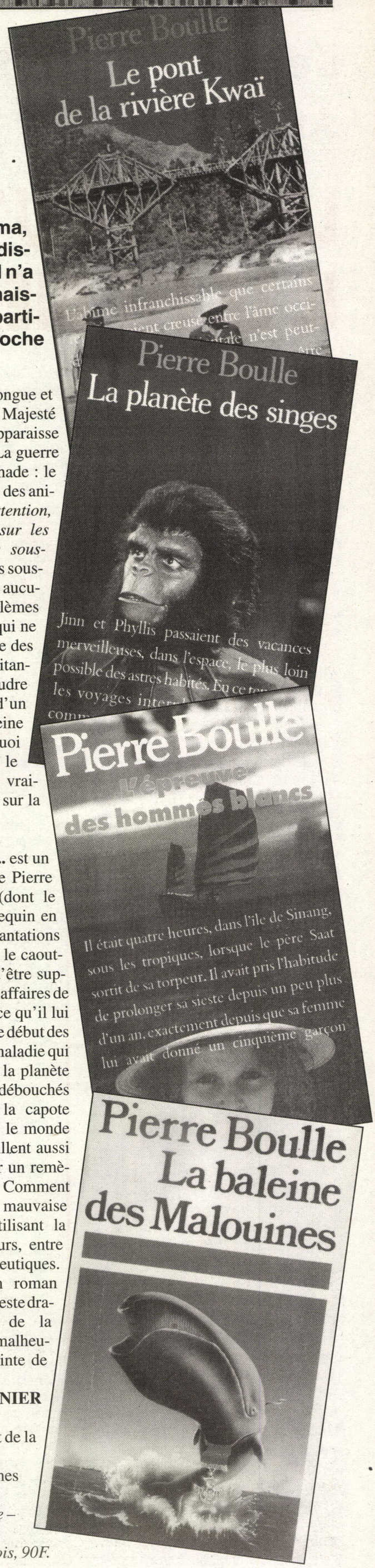
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

PIERRE BOULLE EST MORT



Auteur d'une trentaine de romans, dont deux ont connu la consécration au cinéma, *La planète des singes* et *Le pont de la rivière Kwaï*, Pierre Boulle était un écrivain discret, à l'écart des modes et des grands prix littéraires. Anticonformiste par nature, il n'a jamais non plus guigné de fauteuil à l'Académie, non plus qu'une spéciale reconnaissance des siens. Cela n'a pas empêché que ses ouvrages aient connu une faveur particulière dans le grand public, comme en témoigne la constante réédition en livre de poche de la plupart d'entre eux.

Ingénieur de formation, à vingt-quatre ans il s'engage dans une plantation de caoutchouc en Malaisie. Lors de la Deuxième Guerre mondiale, il tente de rejoindre les troupes gaullistes, est condamné au bagne, s'évade, rejoint les FFI, puis retourne encore pour deux ans après la guerre, en Malaisie. En 1947, il décide d'abandonner définitivement son métier d'ingénieur, et rentre en France où il se met à écrire. De sa formation scientifique, il garde une grande curiosité pour toutes les controverses soulevées par chaque découverte ou progrès de la pensée scientifique, qui imprègnent chacun de ses romans. La guerre, sa vie aventureuse, l'exotisme, le mouvement de décolonisation en sont par ailleurs les ingrédients principaux, le tout assaisonné d'une bonne dose d'humour.

● **Le sacrilège malais,** son second roman, le fit connaître du grand public. C'est l'histoire, en grande partie autobiographique, d'un jeune ingénieur aux prises, dans une immense plantation d'hévéas en Malaisie, avec l'esprit de taylorisation forcée, de rationalisation à outrance. C'est une satire hardie et féroce du monde des administrations noyées dans un univers de règlements qui confinent au délire. C'est aussi une évocation sensible de la vie dans les grandes plantations coloniales et du petit monde des coolies "indigènes" méprisés par le monde blanc des prétendus civilisateurs.

● **Le pont de la rivière Kwaï,** roman d'aventure, conte philosophique, est devenu un classique de la littérature et du cinéma. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les militaires japonais essaient de mettre au travail les prisonniers britanniques. Ils se heurtent au capitaine Nicholson (Alec Guiness au cinéma). Vivant symbole de la tradition et de l'honneur de l'armée britannique, celui-ci résiste au travail forcé au nom de la convention de Genève qui interdit d'employer les gradés prisonniers à d'autres tâches que celles du commandement. Devenu un héros auprès de ses hommes, il va mettre ses talents de meneur d'hommes et d'organisateur au service des Japonais, en édifiant un ouvrage d'art pour permettre à la voie ferrée Bangkok-Rangoon de traverser la rivière Kwaï. Mais, et c'est là l'habileté subversive du romancier, sous l'étoffe du "héros" perce un dangereux mégalo-maniaque qui crève ses hommes au boulot, pire que n'auraient pu le faire les seuls Japonais et finalement oublie ses prétendus beaux principes militaires et patriotiques pour ne plus voir que la sacro-sainte réalisation, "sa" grande oeuvre, ce fichu pont en pleine jungle.

● **La planète des singes** est devenu un classique de la science-fiction. Existe-t-il des êtres vivants et conscients ailleurs que dans notre galaxie ? Trois humains sont envoyés en exploration dans les planètes d'un autre soleil, d'une autre galaxie, Bételgeuse. Celle-ci est peuplée de singes qui mènent une vie civilisée. Ils ne sont pas divisés en nationalités mais en trois castes, les guerriers, anciens féodaux que sont les gorilles, les administrateurs, défenseurs des dogmes et grands pontifes, les orangs-outangs, et enfin les chimpanzés, bien plus faibles et minoritaires, mais les seuls intellectuels par qui les idées avancent et la science progresse. Comment faire reconnaître son humanité à des singes savants, quand on est un vulgaire homme d'une autre planète, c'est-à-dire une bête de zoo, ou encore un sujet d'expérience pour scientifiques ? Un conte philosophique tout en humour, en situations cocasses, un ouvrage de réflexion sur ce qui définit l'humanité et ses rapports avec le monde animal.

● **L'épreuve des hommes blancs :** ce roman, probablement l'un des plus amers et des plus dramatiques de Pierre Boulle, est inspiré d'un fait divers. La petite fille d'un planteur blanc en Malaisie, dont la famille est massacrée par les Japonais pendant la guerre, est adoptée par une famille de pêcheurs malais. Elle s'intègre tant et si bien qu'elle est devenue une vraie petite "indigène" quand sa famille, après-guerre, la retrouve et l'enlève finalement pour lui faire goûter les joies de la civilisation occidentale. La transplantation va-t-elle réussir ? Les prétendues valeurs de notre civilisation en prennent encore pour leur grade.

● **La baleine des Malouines :** au printemps 1982 l'armada britannique est en route pour aller reconquérir des îlots peuplés de moutons au large de l'Argentine que les militaires argentins revendiquent. La route est longue et les marins de Sa Gracieuse Majesté s'ennuient jusqu'à ce qu'apparaisse une superbe baleine bleue. La guerre commence comme une pochade : le duc d'Edimbourg, grand ami des animaux, a bien prévenu : *"Attention, les baleines apparaissent sur les écrans radars comme des sous-marins"*. Il faut descendre les sous-marins ennemis mais ne tuer aucune baleine sous peine de problèmes avec une opinion publique qui ne plaisante pas avec la défense des animaux. Et toute l'armée britannique, partie pour en découdre sauvagement, se prend d'un amour profond pour la baleine bleue qui suit l'armada. De quoi devenir aussi pacifique que le monstre bleu ? Hélas, pas vraiment. Un conte à la Prévert sur la connerie de la guerre.

● **Le malheur des uns...** est un des tout derniers romans de Pierre Boulle. Alexandre Shark (dont le nom, bien mérité signifie requin en anglais) administre des plantations d'hévéas en Malaisie. Mais le caoutchouc naturel est menacé d'être supplanté par le synthétique, les affaires de Shark périclitent... jusqu'à ce qu'il lui vienne une idée géniale en ce début des années 1980. Le sida, cette maladie qui est en passe de contaminer la planète entière, n'offre-t-il pas des débouchés mirifiques au marché de la capote anglaise ? Seulement, dans le monde entier des chercheurs travaillent aussi d'arrache-pied pour trouver un remède, un vaccin contre le sida. Comment freiner cette recherche, si mauvaise pour les affaires ? En utilisant la concurrence entre chercheurs, entre labos, entre firmes pharmaceutiques. En la finançant même ! Un roman désopilant, même si le fond reste dramatique, sur le monde de la recherche et des affaires et malheureusement toujours à la pointe de l'actualité.

Cécile BERNIER

Le sacrilège malais, Le pont de la rivière Kwaï, la planète des singes, L'épreuve des hommes blancs, La baleine des Malouines, *édition de poche – Presses Pocket*. Le malheur des uns ... *Editions De Fallois, 90F.*

AFP

L'enterrement d'Houphouët-Boigny sous les fleurs de l'impérialisme francais

LE MAL QU'IL FIT IL LE FIT BIEN

Houphouët-Boigny avec Giscard (1978). Avec Mitterrand (et Omar Bongo) (1992). Politiciens de droite ou de gauche, la politique de l'impérialisme reste constante.

AFP

Le Tout-Paris des dirigeants politiques s'est retrouvé lundi 7 février à Yamoussoukro, capitale de la Côte-d'Ivoire, pour les obsèques du président Houphouët-Boigny. Celui-ci avait rendu l'âme depuis deux mois (du moins, sa mort avait-elle été officiellement annoncée le 7 décembre 1993), mais les funérailles d'un ancien chef traditionnel se devaient de suivre un rite spécial...

Le défunt se plaisait à dire, paraît-il, qu'il aimait l'or *"parce qu'il était né dans l'or"*. Mais ce n'est pas en suivant des rites ancestraux qu'il avait accumulé son immense fortune, dont on estime qu'elle atteint le montant de la dette de l'Etat ivoirien : c'est en pillant les caisses de l'Etat.

Et cette gigantesque basilique de Yamoussoukro, où les grands de ce monde (les représentants de 146 pays) ont assisté à une messe, relève de ce pillage, pour lequel le peuple ivoirien, à travers l'endettement de l'Etat, est saigné.

Nombre de dirigeants politiques français, passés et présents, ont fait le déplacement pour rendre hommage à Houphouët, tous partis confondus : les Premiers ministres, les seconds couteaux, les éminences grises – en tout quelque 80 personnes. Car Houphouët, despote pour son peuple, a été un bon serviteur de l'impérialisme français. A la tête de la Côte-d'Ivoire depuis 1960, s'il a arrondi sa fameuse cassette au passage, il a surtout rapporté gros... à Bouygues, Dumez et bien d'autres groupes capitalistes français, sans compter combien de plus menu fretin, PME, expatriés et politiciens qui, à un titre ou à un autre, doivent un souvenir ému, sonnant et trébuchant, à son exploitation du peuple et des travailleurs !

Et comme les messes, ce n'est pas tout, Mitterrand et Balladur ont profité de l'occasion pour passer aux choses sérieuses : ils ont réuni les chefs d'Etat des pays de la "zone franc" pour faire le point quant aux suites de la dévaluation du franc CFA qui leur a été imposée à Dakar le 12 janvier.

Ouf, la situation est "maîtrisée", a dit le ministre de la Coopération Michel Roussin, à l'unisson des ministres sénégalais et togolais.

Mais est-ce à dire (puisque tout se passe "bien" !) que les produits d'exportation aux prix dévalués ont connu un boom immédiat, objectif officiel de l'opération ? Que non ! Cette formule élégante signifie seulement que les explosions sociales que tous ces messieurs redoutaient, en réponse à la dévaluation et à la chute catastrophique du niveau de vie qu'elle implique pour la population, n'ont pas eu lieu...

Pour le moment du moins.

Pour donner une idée de la gravité de la situation pour les travailleurs et les pauvres, nous publions ci-dessous l'éditorial du *Pouvoir aux Travailleurs*, mensuel de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes (UATCI), en date du 30 janvier dernier.

LA DÉVALUATION DU FRANC CFA C'EST L'AGGRAVATION DE LA MISÈRE POUR LES DÉSHÉRITÉS

La dévaluation de 50% du CFA décidée par les dirigeants de l'impérialisme français, avec l'accord de ses valets africains, est une véritable catastrophe pour l'écrasante majorité de la population des pays de la "zone franc".

Cette dévaluation a été présentée cyniquement comme "une chance" pour ces pays, comme une "thérapie de choc" pour "guérir" l'économie de ces pays, comme un mal nécessaire afin de rendre l'économie de ces pays plus "compétitive" par rapport aux autres pays du Tiers Monde.

Réduire des populations entières à la misère la plus atroce, appauvrir encore plus ceux qui sont déjà pauvres, c'est cela que ces assassins appellent la "chance" pour les populations. Aux yeux des dirigeants de l'impérialisme français, comme aux yeux de ses valets africains, rendre "compétitive" l'économie des pays de la "zone franc", c'est réduire par le biais de la dévaluation, de moitié les salaires des travailleurs, c'est réduire de moitié les revenus des petits paysans pour que les matières premières telles que le cacao, le café, l'arachide, le coton, etc., puissent être "compétitives" (c'est-à-dire vendues sur le marché international à des prix encore plus dérisoires).

Réduire les profits colossaux réalisés par les trusts et par les intermédiaires qui pillent les paysans, réduire les profits des entreprises qui exploitent les ouvriers comme des esclaves, c'est un sacrilège ; mais réduire ceux qui sont déjà misérables à une misère encore plus grave, c'est normal aux yeux de ceux qui dirigent le monde capitaliste ! C'est cela, la logique du capitalisme.

Le jour même de l'annonce de la dévaluation, les prix ont flambé un peu partout. Toutes les marchandises importées ont grimpé en général de 100%. Même les produits locaux ont grimpé en moyenne de 30%, par exemple au Sénégal, en Côte-d'Ivoire ou au Mali. C'est une véritable catastrophe pour les millions de personnes qui mangeront encore moins, qui auront encore plus de mal à se soigner, à se vêtir, à éduquer leurs enfants. De plus, cette dégradation brutale de leurs conditions de vie survient à un moment où déjà, depuis des années, elles subissaient les conséquences de la crise économique, à un moment où les salaires bloqués depuis des années réduisaient des familles entières à la misère, les enfants des pauvres de plus en plus à la mendicité et à la prostitution.

Au Sénégal, le gouvernement venait à peine quelques mois plus tôt de réduire de 15% les salaires des fonctionnaires et de 5% ceux du secteur privé. En Côte-d'Ivoire, le gouvernement (déjà sous Ouattara) avait annoncé la "baisse de la masse salariale" dans la fonction publique. Avec la dévaluation, on amputera de moitié le niveau de vie de la population laborieuse déjà au plus bas.

Voilà les conséquences de cette dévaluation sur les plus démunis. Les riches hommes d'affaires, les grands commerçants et tous les privilégiés des régimes ne seront pas touchés par cette dévaluation. Avant l'annonce officielle de la dévaluation, ils avaient déjà transféré leurs capitaux dans les banques occidentales pour les transformer en devises fortes. Ce sont les pauvres qui sont frappés de plein fouet. Nos gouvernants le savent fort bien et ils craignent à juste titre la colère légitime des populations. C'est par crainte de cette colère que l'impérialisme français a proposé des "mesures d'accompagnement", comme l'annulation symbolique de quelques vieilles dettes ou la promesse de crédits exceptionnels. C'est pour cette même raison que le gouvernement français a autorisé par exemple les autorités ivoiriennes à accorder une augmentation de 5 à 15% sur les salaires des secteurs publics et parapublics.

Mais ces mesures dérisoires ne compenseront aucunement les conséquences de la dévaluation. Il faudrait au moins doubler les salaires.

Face à la flambée des prix et face à la colère qu'elle a provoquée parmi la population, le gouvernement ivoirien a décrété pour une durée de trois mois le blocage des prix des denrées alimentaires de première nécessité. Mais les commerçants, plutôt que de vendre leurs marchandises à prix bloqués, préfèrent les garder en attendant de les vendre plus cher ultérieurement.

Devant cette nouvelle et brutale dégradation de leur niveau de vie, les travailleurs, les petits paysans comme les millions de petites gens des villes n'auront que leur colère et leur lutte pour ne pas être les éternels sacrifiés de la crise. Cette crise n'est pas une fatalité, c'est la crise du système capitaliste. Ce n'est pas un hasard si ce sont seulement les pauvres qui en subissent les conséquences désastreuses.

Aujourd'hui, à Abidjan, Dakar, Bamako, Douala, ainsi que dans d'autres grandes villes d'Afrique, la colère gronde. Mais demain le grondement de colère pourrait se transformer en une véritable explosion de colère. Cette explosion tant crainte par nos gouvernants et par leurs protecteurs occidentaux sera la réponse légitime des populations déshéritées. Si les travailleurs savent se mobiliser et montrer leur détermination, ils pourront indiquer la voie aux millions de pauvres des campagnes et des villes pour qu'ils fassent payer aux riches, aux exploiteurs, aux gouvernants et à leurs maîtres leur arrogance et la barbarie de leur système.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995